

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1848

31 juillet 2013

### SOMMAIRE

Acanthus Foundation S.A. ....	88700	Flexokem A.G. ....	88661
Acqua Marcia International S.A. ....	88700	Fonds Massinissa Lux ....	88664
Actincom Sàrl ....	88700	Fury Mogul Investments S.à r.l. ....	88665
Adya ....	88700	Gondwana (Holdings) S.à r.l. ....	88665
Agence eSanté - Agence nationale des in- formations partagées dans le domaine de la santé G.I.E. ....	88663	Gondwana (Investments) S.A. ....	88664
Agricom S.A. ....	88699	Goni Sàrl ....	88664
Ascendum S.A. ....	88701	Hedan S.A. ....	88665
Bavarian Sky S.A. ....	88658	HSE & GM Consulting S.A. ....	88699
Belimmolux S.A. ....	88662	HTF US Life 1 S.à r.l. ....	88661
BEU Holdings S.à r.l. ....	88659	Nido London S.à r.l. ....	88668
Black Metallic Holdings S.à r.l. ....	88658	OAshi S. à r. l. ....	88699
B & Z Interior Design ....	88658	Permanent Investments S.A. ....	88662
Camden Finance S.A. ....	88658	PHND S.à r.l. ....	88699
Cerisier Holding S.A. - SPF ....	88660	Prunelle S.A. ....	88704
Chamadu ....	88660	Quintiles Luxembourg S. à r.l. ....	88702
ChloroPhil SA ....	88698	Ravago Reinsurance S.A. ....	88665
Compagnie Financière de Participations Européennes ....	88660	RECALUX, société à responsabilité limitée .....	88666
Confédération luxembourgeoise d'oeuvres catholiques de charité et de solidarité as- sociation sans but lucratif ....	88701	Reseaux Tel Lux S.A. ....	88666
Crown Manco S.à r.l. ....	88659	Rom5 S.A. ....	88666
Culver City S.A. ....	88662	RP Complex Holding S.à r.l. ....	88666
Dacapo S.à r.l. ....	88700	RQ I S.à r.l. ....	88666
DanBond Investments S.à r.l. ....	88662	Salon Figaro S.à r.l. ....	88668
Delilah Europe Investments S.à r.l. ....	88663	Sal. Oppenheim jr. & Cie. Luxembourg S.A. ....	88667
D R Y - C L E A N Gesellschaft mit bes- chränkter Haftung ....	88659	Samsonite IP Holdings S.à r.l. ....	88667
Edelweiss 4 S.A. ....	88660	Sheridan Invest S.A. ....	88701
Effetre Investment & Trading Company S.A. ....	88661	Snack Mondial S.à r.l. ....	88699
Elatior Investment S.A. ....	88663	Société de Gestion, de Conseils et de Ser- vices S.à r.l. ....	88659
European Food Ingredients S.A. ....	88661	Sodecom Holding S.A. ....	88704
Extra Search Lux S.à r.l. ....	88663	Softimat Luxembourg S.A. ....	88704
Firebird Global Master Fund Holdings-1 S.à r.l. ....	88664	Solar Infrastructure Holding S.à r.l. ....	88667
		Soparfilm S.à r.l. ....	88661
		South Finance S.à r.l. ....	88668
		South Finance S.à r.l. ....	88667
		Surrey Europe S.à r.l. ....	88668

**Camden Finance S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.  
R.C.S. Luxembourg B 145.483.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 juin 2013.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Signature

Référence de publication: 2013077705/12.

(130095948) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juin 2013.

---

**B & Z Interior Design, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8510 Redange-sur-Attert, 41, Grand-rue.  
R.C.S. Luxembourg B 159.934.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société*

Signatures

Gérant

Référence de publication: 2013077659/12.

(130096292) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juin 2013.

---

**Black Metallic Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 18.000,00.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.  
R.C.S. Luxembourg B 163.359.

**EXTRAIT**

En date du 30 mai 2013 l'associé unique de la Société a accepté avec effet immédiat la démission de Monsieur Harvey Sawikin en tant que gérant de la Société.

Le conseil de gérance de la Société est désormais composé de Monsieur James Passin et Monsieur Marc Liesch.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 juin 2013.

*Pour Black Metallic Holdings S.à r.l.*

Référence de publication: 2013077666/15.

(130096028) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juin 2013.

---

**Bavarian Sky S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.  
R.C.S. Luxembourg B 127.982.

*Extrait des minutes du conseil d'administration tenu au siège social de la société le 12 juin 2013*

Le conseil d'administration décide de renouveler le mandat de KPMG Luxembourg, ayant son siège social au 9, Allée Scheffer L - 2520 Luxembourg, enregistré sous le numéro B 149133 au Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg, en tant que Réviseur Externe et ce, pour les comptes se cloturant au 31 décembre 2013.

Fait à Luxembourg, le 13 Juin 2013.

Pour extrait conforme

Signatures

*L'agent domiciliataire*

Référence de publication: 2013077661/15.

(130095783) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juin 2013.

---

**Crown Manco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 171.720.

Statuts coordonnés, suite une assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch/Alzette, Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette en date du 29 janvier 2013 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 28 février 2013.

Francis KESSELER  
NOTAIRE

Référence de publication: 2013077700/14.

(130096103) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juin 2013.

---

**SOGECOSE, Société de Gestion, de Conseils et de Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1229 Luxembourg, 3, rue Bender.  
R.C.S. Luxembourg B 84.471.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société*  
Signature  
Gérant

Référence de publication: 2013078104/12.

(130095920) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juin 2013.

---

**BEU Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 580.000,00.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.  
R.C.S. Luxembourg B 158.991.

EXTRAIT

En date du 30 mai 2013 l'associé unique de la Société a accepté avec effet immédiat la démission de Monsieur Harvey Sawikin en tant que gérant de la Société.

Le conseil de gérance de la Société est désormais composé de Monsieur James Passin et Monsieur Marc Liesch.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 juin 2013.

*Pour BEU Holdings S.à r.l.*

Référence de publication: 2013077677/15.

(130096023) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juin 2013.

---

**D R Y - C L E A N Gesellschaft mit beschränkter Haftung, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1326 Luxembourg, 6, rue Auguste Charles.  
R.C.S. Luxembourg B 21.436.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 20 décembre 2012 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 21 janvier 2013.

Francis KESSELER  
NOTAIRE

Référence de publication: 2013077731/13.

(130096099) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juin 2013.

---

**Cerisier Holding S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2561 Luxembourg, 31, rue de Strasbourg.  
R.C.S. Luxembourg B 161.474.

—  
*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale tenue extraordinaire tenue le 7 juin 2013*

L'assemblée a décidé à l'unanimité de nommer la société PERSKY GmbH, société à responsabilité limitée, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B143543, ayant son siège social à L-2561 Luxembourg, 31, rue de Strasbourg, en tant que Commissaire aux comptes à partir du 05/02/2013.

Le nouveau Commissaire aux comptes est nommé pour une période de 6 ans.

Luxembourg, le 7 juin 2013.

Certifié conforme et sincère

Geert DIRKX

Administrateur

Référence de publication: 2013077711/16.

(130096328) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juin 2013.

---

**Chamadu, Société Anonyme.**

Siège social: L-9711 Clervaux, 80, Grand-rue.  
R.C.S. Luxembourg B 145.230.

—  
*Extrait de l'AGE du 05.01.2013*

A l'unanimité et par vote spécial, l'Assemblée décide de révoquer les administrateurs Dominique TORDEURS, demeurant à Braine-le-Château (Belgique), 2, rue Louis Gheude, Kahrien LERBS, demeurant à L-2210 Luxembourg 66 boulevard Napoléon 1<sup>er</sup> et TORDEURS Thierry demeurant à L-9711 Clervaux, Grand Rue 80,

L'assemblée nomme en qualité d'administrateur Monsieur Brismee Eric né le 21 novembre 1978 demeurant à B-1471 Loupoigne, 5 rue des Saules, Madame BRISMEE Estelle, née le 1<sup>er</sup> janvier 1977 demeurant à B-1410 Waterloo (Belgique) Drève Marguerite 39 et Monsieur TORDEURS Thierry, demeurant à L-9711 Clervaux, Grand Rue 80,

Ces mandats prendront fin à l'assemblée générale annuelle de 2019,

Mme Yasmina Etienne

La Présidente

Référence de publication: 2013077713/17.

(130096358) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juin 2013.

---

**Compagnie Financière de Participations Européennes, Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.  
R.C.S. Luxembourg B 43.474.

—  
Les comptes annuels au 30.06.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

COMPAGNIE FINANCIERE DE PARTICIPATIONS EUROPEENNES

Société Anonyme

Référence de publication: 2013077719/11.

(130096219) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juin 2013.

---

**Edelweiss 4 S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.  
R.C.S. Luxembourg B 133.389.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013077764/10.

(130096232) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juin 2013.

---

**Effetre Investment & Trading Company S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.  
R.C.S. Luxembourg B 57.941.

Au terme de l'assemblée générale extraordinaire tenu au siège social le 13 juin 2013 il a été décidé:

- de transférer, avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2012 le siège social de la société de son adresse actuelle du 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg vers le 19-21, Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Administrateur

Référence de publication: 2013077765/13.

(130095984) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juin 2013.

---

**European Food Ingredients S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8041 Strassen, 65, rue des Romains.  
R.C.S. Luxembourg B 71.298.

Par la présente, je tiens à vous annoncer ma décision de démissionner de mon poste d'Administrateur au sein du Conseil d'Administration et ceci avec effet immédiat.

En vous en remerciant par avance, veuillez accepter, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.  
Strassen, le 05 juin 2013. M.I. FLORANGE.

Référence de publication: 2013077768/11.

(130095788) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juin 2013.

---

**Flexokem A.G., Société Anonyme.**

Siège social: L-2314 Luxembourg, 2A, place de Paris.  
R.C.S. Luxembourg B 36.272.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013077806/10.

(130096347) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juin 2013.

---

**HTF US Life 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 28.000,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.  
R.C.S. Luxembourg B 167.695.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 14 juin 2013.

Référence de publication: 2013077856/10.

(130096327) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juin 2013.

---

**Soparfilm S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 20.000,00.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 35, avenue Monterey.  
R.C.S. Luxembourg B 153.249.

Les comptes au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour SOPARFILM S.à r.l.

Référence de publication: 2013078110/10.

(130095878) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juin 2013.

---

**Belimmolux S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9644 Dahl, 75, Duerfstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 130.566.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dahl, le 13 juin 2013.

*Pour la société*

Signature

Référence de publication: 2013077675/12.

(130096149) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juin 2013.

**Culver City S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2561 Luxembourg, 31, rue de Strasbourg.

R.C.S. Luxembourg B 162.225.

*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire tenue le 7 juin 2013*

L'assemblée décide à l'unanimité de nommer la société PERSKY GmbH, société à responsabilité limitée, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B143543, ayant son siège social à L-2561 Luxembourg, 31, rue de Strasbourg, en tant que Commissaire aux comptes à partir du 05/02/2013.

Le nouveau Commissaire aux comptes est nommé pour une période de 6 ans.

Luxembourg, le 7 juin 2013.

Certifié conforme et sincère

Geert DIRKX

*Administrateur*

Référence de publication: 2013077730/16.

(130096309) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juin 2013.

**DanBond Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: DKK 750.000,00.**

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 165.470.

*Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la Société e 31 mai 2013*

1. La démission de Madame Laura Laine, en tant que gérante unique de la Société, a été acceptée avec effet au 31 mai 2013.

2. Monsieur Charles Meyer, né le 19 avril 1969 à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), avec adresse professionnelle au 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, a été nommé en tant que gérant unique de la Société, avec effet au 31 mai 2013, pour une durée indéterminée.

Pour extrait sincère et conforme

*Pour DanBond Investments S.à r.l.**Un mandataire*

Référence de publication: 2013077734/17.

(130096276) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juin 2013.

**Permanent Investments S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 113.058.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013078890/9.

(130096838) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2013.

**Agence eSanté - Agence nationale des informations partagées dans le domaine de la santé G.I.E., Groupement d'Intérêt Economique.**

Siège social: L-2120 Luxembourg, Villa Louvigny, allée Marconi.  
R.C.S. Luxembourg C 69.

—  
*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 30 avril 2013*

L'assemblée accepte à l'unanimité la nomination de Monsieur Mike SCHWEBAG (adresse: Villa Louvigny, allée Marconi, L-2120 Luxembourg), remplaçant Monsieur Frank GANSEN comme gérant pour le compte de l'Etat au sein du Conseil de Gérance de l'Agence eSanté, et ceci pour un mandat qui est valable jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2014.

Paul Schmit  
*Président du Conseil de Gérance*

Référence de publication: 2013077601/14.

(130095471) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juin 2013.

---

**Delilah Europe Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 21.804.401,00.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.  
R.C.S. Luxembourg B 147.737.

—  
Les comptes annuels audités au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 juin 2013.

Signature  
*Un mandataire*

Référence de publication: 2013077737/13.

(130096303) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juin 2013.

---

**Extra Search Lux S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 15.000,00.**

Siège social: L-4963 Clemency, 9BIS, rue Basse.  
R.C.S. Luxembourg B 168.246.

—  
Le bilan au 31/12/2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Clémency, le 14 juin 2013.

Référence de publication: 2013077770/10.

(130096376) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juin 2013.

---

**Elatior Investment S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1911 Luxembourg, 9, rue du Laboratoire.  
R.C.S. Luxembourg B 172.795.

—  
*Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire du 15 mai 2013*

Sont nommés administrateurs, leurs mandats prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2013:

- Monsieur Marc HÄFLIGER, comptable, demeurant au 1, chemin de Senaugin, CH - 1162 St-Prex, Suisse;
- Monsieur John SEIL, licencié en sciences économiques appliquées, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L - 1653 Luxembourg;
- Dr. Yves WAGNER, docteur en sciences économiques, demeurant professionnellement au 19, rue de Bitbourg, L - 1273 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 juin 2013.

Référence de publication: 2013077756/17.

(130096107) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juin 2013.

---

**Firebird Global Master Fund Holdings-1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 18.000,00.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 168.344.

—  
EXTRAIT

En date du 30 mai 2013 l'associé unique de la Société a accepté avec effet immédiat la démission de Monsieur Harvey Sawikin en tant que gérant de la Société.

Le conseil de gérance de la Société est désormais composé de Monsieur James Passin, Monsieur Steven Gorelik et Monsieur Marc Liesch.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 juin 2013.

*Pour Firebird Global Master Fund Holdings-1 S.à r.l.*

Référence de publication: 2013077775/16.

(130095823) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juin 2013.

---

**Goni Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5886 Alzingen, 516A, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 167.331.

—  
Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Naser KUQI

*Gérant technique*

Référence de publication: 2013077828/11.

(130096349) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juin 2013.

---

**Gondwana (Investments) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 53.776.

—  
Le bilan au 31 décembre 2011 de la société a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Walferdange.

*Un Administrateur*

Référence de publication: 2013077827/11.

(130095946) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juin 2013.

---

**Fonds Massinissa Lux, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 143.828.

—  
*Extrait des décisions prises lors de l'assemblée générale ordinaire en date du 10 juin 2013*

En date du 10 juin 2013, l'Assemblée Générale Ordinaire a décidé:

- de renouveler les mandats de Monsieur Jean Arvis, de Monsieur Andreas Lehmann, de Monsieur Aziz Qadiri, 8, rue Ali Bekarrazad, 20100 Casablanca, Maroc, et la société Alma Capital Europe SA représentée par Monsieur Henri Vernhes, en qualité d'Administrateurs, jusqu'à la prochaine Assemblée Générale en 2014.

Luxembourg, le 13 juin 2013.

Pour extrait sincère et conforme

*Pour Fonds Massinissa Lux*

Caceis Bank Luxembourg

Référence de publication: 2013077788/16.

(130096221) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juin 2013.

---



**Fury Mogul Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 418.000,00.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 164.570.

—  
EXTRAIT

En date du 30 mai 2013 l'associé unique de la Société a accepté avec effet immédiat la démission de Monsieur Harvey Sawikin en tant que gérant de la Société.

Le conseil de gérance de la Société est désormais composé de Monsieur James Passin, Monsieur Steven Gorelik et Monsieur Marc Liesch.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 juin 2013.

*Pour Fury Mogul Investments S.à r.l.*

Référence de publication: 2013077793/16.

(130095897) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juin 2013.

---

**Hedan S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 156.548.

—  
*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 10 juin 2013*

- Acceptation de la démission, avec effet au 23 avril 2013, de Madame Catherine Peuteman, administrateur B de la société.

- Nomination, avec effet au 23 avril 2013, de Monsieur Barry Black, employé privé, né le 29 décembre 1966 à Dublin (Irlande), résidant professionnellement au 19, Rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, nouvel administrateur B. Son mandat d'administrateur B viendra à échéance lors de l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2017.

Extrait sincère et conforme

Hedan S.A.

*Un mandataire*

Référence de publication: 2013077836/16.

(130095740) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juin 2013.

---

**Gondwana (Holdings) S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**

**Capital social: EUR 24.000,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 71.585.

—  
Le bilan au 31 décembre 2011 de la société a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Walferdange.

*Un Administrateur*

Référence de publication: 2013077818/11.

(130095917) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juin 2013.

---

**Ravago Reinsurance S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 164.657.

—  
Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société RAVAGO Reinsurance S.A.*

AON Insurance Managers (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013078060/11.

(130095768) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juin 2013.

---

**RECALUX, société à responsabilité limitée, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6617 Wasserbillig, 9, route d'Echternach.  
R.C.S. Luxembourg B 23.682.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 juin 2013.  
*Pour compte de Recalux Sàrl*  
Fiduplan S.A.

Référence de publication: 2013078061/12.

(130096372) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juin 2013.

---

**Reseaux Tel Lux S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.  
R.C.S. Luxembourg B 101.219.

*Procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue à Luxembourg le 7 juin 2013*

Le conseil décide également à l'unanimité d'élire Monsieur Frédéric MONCEAU en tant que président du conseil d'administration.

Pour avis sincère et conforme  
Frédéric MONCEAU / Karl LOUARN  
*Administrateur / Administrateur*

Référence de publication: 2013078064/13.

(130095995) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juin 2013.

---

**RP Complex Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée,  
(anc. RQ I S.à r.l.).**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.  
R.C.S. Luxembourg B 140.248.

Il est à noter qu'Hermann-Günter SCHOMMARZ, gérant de catégorie A de la Société se prénommera Herman Schommarz avec effet immédiat.

Munsbach, le 14 juin 2013.  
*Pour la Société*  
*Un mandataire*

Référence de publication: 2013078066/14.

(130096365) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juin 2013.

---

**Rom5 S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.  
R.C.S. Luxembourg B 118.991.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13.06.2013.  
*Pour: ROM5 S.A.*  
Société anonyme  
Experta Luxembourg  
Société anonyme  
Johanna Tenebay / Isabelle Marechal-Gerlaxhe

Référence de publication: 2013078058/15.

(130096051) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juin 2013.

---

**Solar Infrastructure Holding S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 152.379.

—  
Par résolutions prises en date du 31 mai 2013, les associés ont pris les décisions suivantes:

1. acceptation de la démission d'Yves Victor Emilie Cheret, avec adresse professionnelle au 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg de son mandat de geschäftsführer, avec effet immédiat;

2. nomination de Christian Theis, avec adresse professionnelle au 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg au mandat de geschäftsführer, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 juin 2013.

Référence de publication: 2013078085/15.

(130095916) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juin 2013.

---

**Samsonite IP Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: USD 114.115.900,00.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 147.735.

—  
Les comptes annuels audités au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 juin 2013.

Stijn Curfs

*Mandataire*

Référence de publication: 2013078072/13.

(130096306) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juin 2013.

---

**South Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 139.819.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 juin 2013.

Amicorp Luxembourg S.A.

Signature

*Agent domiciliaire*

Référence de publication: 2013078087/13.

(130096060) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juin 2013.

---

**Sal. Oppenheim jr. & Cie. Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 4, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 110.890.

—  
Auf der ordentlichen Generalversammlung mit Datum vom 06.05.2013, die über den Jahresabschluss 2012 entschieden hat, wurde beschlossen, das Verwaltungsratsmandat von Herrn Dr. Jörn Matthias Häuser um drei weitere Jahre, d.h. bis zur Generalversammlung, die über den Jahresabschluss 2015 entscheiden wird, zu verlängern.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013078070/11.

(130096086) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juin 2013.

**South Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.  
R.C.S. Luxembourg B 139.819.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 juin 2013.  
Amicorp Luxembourg S.A.  
Signature  
Agent domiciliataire

Référence de publication: 2013078086/13.

(130096059) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juin 2013.

---

**Surrey Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.  
R.C.S. Luxembourg B 117.488.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 31 janvier 2013 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 28 février 2013.  
Francis KESSELER  
NOTAIRE

Référence de publication: 2013078089/13.

(130096112) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juin 2013.

---

**Salon Figaro S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6471 Echternach, 8, rue du Pont.  
R.C.S. Luxembourg B 143.098.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour le gérant*

Référence de publication: 2013078071/10.

(130096405) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juin 2013.

---

**Nido London S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 15.000,00.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.  
R.C.S. Luxembourg B 162.742.

In the year two thousand and thirteen, on the eleventh day of June.

Before Us, Maître Henri BECK, notary residing in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg,

was held an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholder of Nido London S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, having a share capital of fifteen thousand Pounds Sterling (GBP 15,000) and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 162.742 (the Company). The Company was incorporated pursuant to a deed of Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur Alzette, on May 6, 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on October 6, 2011 under number 2390. The articles of association of the Company (the Articles) have been amended for the last time pursuant to a deed of Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur Alzette, on April 16, 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on June 18, 2012 under number 1522.

THERE APPEARED:

Nina Student Investments LLC, a limited liability company existing under the laws of Delaware, United States of America, having its registered office at 19C Trolley Sq Ste 26, Wilmington, Delaware 19801, United States of America, registered with the Secretary of State of the State of Delaware under number 5128855 (the Sole Shareholder),

here represented by Ms. Peggy Simon, private employee, residing professionally in Echternach, 9, Rabatt, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, after having been signed 'ne varietur' by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record the following:

I. that fifteen thousand (15,000) shares of the Company, having a par value of one Pound Sterling (GBP 1) each, and representing the entirety of the share capital of the Company, are duly represented at this Meeting which is consequently regularly constituted and may deliberate upon the items of the agenda, hereinafter reproduced.

II. that the agenda of the Meeting is worded as follows:

1. Reduction of the nominal value of the shares of the Company from one Pound Sterling (GBP 1) to one Penny Sterling (GBP 0.01) per share and increase of the number of shares accordingly, so that the current share capital of the Company, amounting to fifteen thousand Pounds Sterling (GBP 15,000), shall henceforth be divided into one million five hundred thousand (1,500,000) shares, having a nominal value of one Penny Sterling (GBP 0.01) each.

2. (i) Creation of four classes of shares in the share capital of the Company namely class A shares (the Class A Shares), class B shares (the Class B Shares), class C shares (the Class C Shares) and class D shares (the Class D Shares), having a nominal value of one Penny Sterling (GBP 0.01) each, with the rights attaching to such classes of shares as set forth in the Articles as amended and restated pursuant to the following agenda item, and (ii) conversion of the existing one million five hundred thousand (1,500,000) shares into one million four hundred ninety-nine thousand seven hundred hundred (1,499,700) Class A Shares, one hundred (100) Class B Shares, one hundred (100) Class C Shares and one hundred (100) Class D Shares.

3. Amendment and restatement of the Articles in their entirety (including to reflect the reduction of the nominal value of the shares, the increase in the number of shares, as well as the creation of four classes of shares, as per items 1 and 2. above and to amend the corporate object clause) and subsequent renumbering of the Articles and, to the extent necessary, insertion or change of headings in the Articles, with the corporate object to read henceforth as follows:

**" Art. 4. Corporate object.**

4.1 The Company's object is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever, and the management of those participations. The Company may in particular acquire, by subscription, purchase and exchange or in any other manner, any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. Further, it may invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

4.2 The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities, namely preferred equity certificates and preferred redeemable equity certificates. It may lend funds, including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over some or all of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the requisite authorisation.

4.3 The Company may use any techniques, legal means and instruments to manage its investments efficiently and protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

4.4 The Company may carry out any commercial, financial or industrial operation and any transaction with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favours or relates to its corporate object."

4. Amendment to the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any manager of the Company to proceed on behalf of the Company with the registration of (i) the reduction of the par value and increase in the number of the shares and (ii) the creation of four classes of the shares in the register of shareholders of the Company.

5. Miscellaneous.

III. the Sole Shareholder has taken the following resolutions:

*First resolution*

The Sole Shareholder resolves to reduce the nominal value of the shares of the Company from one Pound Sterling (GBP 1) to one Penny Sterling (GBP 0.01) per share and increase the number of shares accordingly, so that the current share capital of the Company, amounting to fifteen thousand Pounds Sterling (GBP 15,000), shall henceforth be divided into one million five hundred thousand (1,500,000) shares, having a nominal value of one Penny Sterling (GBP 0.01) each.

### Second resolution

The Sole Shareholder resolves to create four classes of shares in the share capital of the Company namely the Class A Shares, the Class B Shares, the Class C Shares, and the Class D Shares, having a nominal value of one Penny Sterling (GBP 0.01) each, with the rights attaching to such classes of shares as set forth in the Articles as amended and restated pursuant to the Third Resolution below.

The Sole Shareholder further resolves to convert the existing one million five hundred thousand (1,500,000) shares into one million four hundred ninety-nine thousand seven hundred (1,499,700) Class A Shares, one hundred (100) Class B Shares, one hundred (100) Class C Shares and one hundred (100) Class D Shares.

### Third resolution

The Sole Shareholder resolves to amend and restate the Articles in their entirety (including to reflect the reduction of the nominal value of the shares, the increase in the number of shares, as well as the creation of four classes of shares, in the light of the foregoing, and to amend the corporate object clause) and subsequently renumber the Articles and, to the extent necessary, insert or change the headings in the Articles, so that they shall henceforth read as follows:

## I. Definitions

**Art. 1.** The following definitions shall apply herein:

**Advisor** means Round Hill Asset Management LLC (or any Affiliate of the Ultimate Sponsor or the Initial A Shareholder) acting in a capacity as advisor under any AMA that may be entered into from time to time.

**Affiliated or Affiliate** means, with respect to any person, (i) any person who directly or indirectly through one or more intermediaries controls, is controlled by, or is under common control with such person, (ii) any person who is an Immediate Family Member of such person or (iii) any person in which such person or one or more of the Immediate Family Members of such person has a 50 per cent (50%) or more direct or indirect beneficial interest (whether an initial, residual or contingent interest) or as to which such person, directly or indirectly, serves as a managing member, general partner, trustee or in a similar fiduciary or management capacity. For this purpose, "control" (including the terms "controlling", "controlled by" and "under common control with") means the possession, direct or indirect, of the power (i) to vote 50 per cent (50%) or more of the outstanding voting securities of such person or entity; or (ii) to otherwise direct management policies of such person or entity by contract or otherwise.

**AMA** means any management services agreement that may be entered into between inter alia the Company and the Advisor for time to time for the purpose of services which would be rendered by the Advisor to the Company in relation to the properties portfolio of the Group, which would include matters like acquisition and finance advice, asset and disposition strategy, leasing services, financial reporting and brand management, as such agreement may be amended from time to time.

**Appointing Shareholder** means the Class A Majority in the case of the Class A Manager, the Class B Majority in the case of a Class B Manager, the Class C Majority in the case of a Class C Manager and the Class D Majority in the case of a Class D Manager.

**Articles** means these articles of association of the Company, as amended from time to time.

**A Share Price** shall have the meaning ascribed to it in article 7.7. of the Articles.

**A Share Sale Notice** shall have the meaning ascribed to it in article 7.7. of the Articles.

**Board** means the board of managers of the Company, from time to time.

**Board Reserved Matters** means any of the following matters:

(a) approval of a business plan or budget for the Group or a material change to such business plan or budget. A material change shall mean a change of 5% in the revenues or 5% of the costs or 5% of the net operating income against the then approved business plan or budget;

(b) issuing or agreement to issue any equity capital by the Company or any member of the Group, except where under Luxembourg law a General Meeting is required to issue share capital in which case such matter shall comprise a Shareholders Reserved Matter;

(c) undertaking by any member of the Group of new debt, financial liability, investment or security, or the amendment of any existing debt, financial liability, investment or security, which may create encumbrance on or dilute in any way any holder of preferred equity certificates or preferred redeemable equity certificates issued by the Company from time to time;

(d) opening of new bank accounts;

(e) disposition in material part or in whole by any member of the Group of any or all material assets of the Group outside ordinary course of business or disposal of one or more of the Spitalfields, Notting Hill or King's Cross properties;

(f) any change in the corporate structure of the Group, without prejudice to any requirement of applicable law that approval by a General Meeting or relevant member of the Group may also be required for such changes to the capital structure of the Group;

(g) entering into an obligation by any member of the Group to incur expenditure of a value exceeding GBP 200,000 (save as agreed in any Investment Agreement that may be entered into from time to time);

(h) making payment by the Group to Clairvue Capital Partners in respect of due diligence costs in respect of which the Company has not received reasonable supporting evidence of the incurrence of those costs; and

(i) the approval of the appointment (except as agreed in any Investment Agreement that may be entered into from time to time), removal or replacement of a Key Executive (in each case, such approval not to be unreasonably withheld or delayed, it being understood that if no answer is provided within five Business Days, then consent shall be deemed to have been given),

it being acknowledged that when the Board resolves upon matters concerning members of the Group which are not directly controlled by the Company, the additional approval of the relevant corporate organ of such Group members will (in accordance with applicable law) be required.

Business Day means a day on which banks are open for business in the City of London, United Kingdom and Luxembourg, other than a Saturday or Sunday.

Class A Majority means a decision of the holders of the Class A Shares by simple majority, with for the avoidance of any doubt each Class A Share having one vote.

Class A Manager means any manager appointed by a resolution of the shareholders of the Company upon nomination by a Class A Majority pursuant to article 8.2 of the Articles, and holding office as manager, from time to time.

Class A Shares means the class A shares of the Company, having a nominal value of one penny (GBP 0.01) each, outstanding from time to time.

Class B Majority means a decision of the holders of the Class B Shares by simple majority, with for the avoidance of any doubt each Class B Share having one vote.

Class B Manager means any manager appointed by a resolution of the shareholders of the Company upon nomination by a Class B Majority pursuant to article 8.2 of the Articles, and holding office as manager, from time to time.

Class B Shares means the class B shares of the Company, having a nominal value of one penny (GBP 0.01) each, outstanding from time to time.

Class C Majority means a decision of the holders of the Class C Shares by simple majority, with for the avoidance of any doubt each Class C Share having one vote.

Class C Manager means any manager appointed by a resolution of the shareholders of the Company upon nomination by a Class C Majority pursuant to article 8.2 of the Articles, and holding office as manager, from time to time.

Class C Shares means the class C shares of the Company, having a nominal value of one penny (GBP 0.01) each, outstanding from time to time.

Class D Majority means a decision of the holders of the Class D Shares by simple majority, with for the avoidance of any doubt each Class D Share having one vote.

Class D Manager means any manager appointed by a resolution of the shareholders of the Company upon nomination by a Class D Majority pursuant to article 8.2 of the Articles, and holding office as manager, from time to time.

Class D Shares means the class D shares of the Company, having a nominal value of one penny (GBP 0.01) each, outstanding from time to time.

Class Majority means the Class A Majority, the Class B Majority, the Class C Majority or the Class D Majority, as the context requires.

Class Notice shall have the meaning ascribed to it in article 7.10. of the Articles.

Committee shall have the meaning ascribed to it in article 11.1. of the Articles.

Committee Matters means the following matters:

(a) the business plan for the Group, which shall be created and updated annually and thereafter considered for approval by the Board (assessment of the performance of the Group against the business plan shall be considered at each meeting but with a more detailed assessment quarterly);

(b) the budget for the Group, which shall be reviewed by the Committee and thereafter considered for approval by the Board;

(c) all capital and other expenditure payments which require approval by the Board shall be reviewed by the Committee before being submitted for the approval of the Board;

(d) review of costs and expenditure as required by any AMA;

(e) on the basis of the timing set out in the business plan, key performance indicators relating to revenues shall be reviewed by the Committee as well as cost reduction and NOI, on-going reporting and cash positions;

(f) monitoring for actual or potential breaches in the terms of the lenders' loans which will be an act of default under any AMA that may be entered into from time to time;

(g) the appointment of a finance function in relation to the Group;

(h) the right to require verification of all information provided by the Advisor, the Company and/or the holders of the Class A Shares once (per company) in any 12 month rolling period, the costs of which (if a material breach of the AMA



is identified as having been committed by the Advisor (or any successor of the asset manager)) to be borne by the asset manager or otherwise by the Company; and

(i) the replacement of the asset manager pursuant to the terms of any AMA that may be entered into from time to time.

Company means Nido London S.a r.l.

Control means in respect to an entity the power to exercise the majority of voting rights of that entity at both board and shareholder level, either directly or indirectly (subject to the provisions of any senior and mezzanine indebtedness that may be contracted from time to time by one or several entities of the Group).

DB means Deutsche Bank AG, London Branch.

DB Nominee means an Affiliate of DB, a person nominated by DB or a custodian of DB or any such person.

Fair Price means in relation to a Share, preferred equity certificate, preferred redeemable equity certificate or interest in the Major Debt Interest, its fair market value, assuming a willing purchaser and a willing seller and ignoring whether the interest to be sold represents a majority or minority position but taking into account the terms of any Investment Agreement that may be entered into from time to time and these Articles as to the rights of the Shares, preferred equity certificates, preferred redeemable equity certificates or interest in the Major Debt Interest, as determined by an independent valuation expert at an internationally recognised investment bank or firm of accountants who shall be appointed by the Board.

General Meeting shall have the meaning ascribed to it in article 13.1.(i) of the Articles.

Group means the Company and each of its (direct or indirect) subsidiaries.

Holding Company shall have the meaning ascribed to it in the UK Companies Act 2006 (as amended).

Immediate Family Member means the parents, siblings, spouse, children, step-children and in-laws of a person.

Initial A Shareholder means Nina Student Investments LLC.

Initial B Shareholder means Deutsche Bank (Cayman) Limited.

Initial Parties means (i) the Initial A Shareholder, (ii) DB, (iii) Coral Student Portfolio (a compartment of Coral Portfolio SCA SICAV SIF), (iv) the Initial B Shareholder, (v) the further investor(s) of the Company subscribing pursuant to the Second Completion, (vi) any DB Nominee which participates in the Second Completion, and (vii) any other party who receives a transfer of Shares from any such party pursuant to article 7.12 from time to time.

Intellectual Property Licenses means the Notting Hill IP License, the Spitalfields IP License and the Kings Cross IP License, each an Intellectual Property License.

Investment Agreement means any investment agreement that may be entered into from time to time, between the Company and all Stake Holders, governing their respective rights and obligations in the Company, as may be amended from time to time.

Key Executive shall have the meaning ascribed to in any AMA.

Kings Cross IP License means any intellectual property license agreement that may be entered into from time to time between Nido Technology LLC and Nido Kings Cross Limited, as may be amended from time to time.

Law means the Luxembourg law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended.

Legal Reserve shall have the meaning ascribed to it in article 17.1. of the Articles.

Licensees shall have the meaning ascribed to it in the relevant Intellectual Property License, if any.

Major Debt Interest means the greatest interest in the Company's indebtedness (excluding via the holding of preferred equity certificates or preferred redeemable equity certificates) determined at the time the Initial A Shareholder is no longer the sole shareholder of the Company and for so long as such indebtedness is outstanding.

Major PRECs Interest means the greatest interest in outstanding preferred redeemable equity certificates in the Company determined at the time the Initial A Shareholder is no longer the sole shareholder of the Company.

Managers' Circular Resolutions shall have the meaning ascribed to it in article 9.2.(xiii) of the Articles.

Merlin means Merlin XI, an exempted company with limited liability incorporated in the Cayman Islands under the Companies Law (2007 Revision) of the Cayman Islands, with company registration number 212647 and registered office at c/o Turner & Roulstone Management Limited, Strathvale House, 90 North Church Street, PO Box 2636, Grand Cayman KYI-1102, Cayman Islands.

Minimum Initial Interest means an aggregate interest (measured by nominal value) of at least GBP 3 million in the Shares, preferred equity certificates, preferred redeemable equity certificates, interests in the Major Debt Interest and/or any other equity, hybrid or debt security or instrument of the Company (either directly or indirectly via the holder of the Major PRECs Interest or via a combination of both).

Minimum Interest means an aggregate interest (measured by nominal value) of at least GBP 20 million in the Shares, preferred equity certificates, preferred redeemable equity certificates, interests in the Major Debt Interest and/or any other equity, hybrid or debt security or instrument of the Company.

NOI means net operating income.

Notifying Other Holder shall have the meaning ascribed to it in article 7.8 of the Articles.



Notting Hill IP License means any intellectual property license agreement that may be entered into from time to time between Nido Technology LLC and Nido Notting Hill Limited, as may be amended from time to time.

Price Notice shall have the meaning ascribed to it in article 7.8. of the Articles.

Proposed Transferor shall have the meaning ascribed to it in article 7.10. of the Articles.

Relevant A Share Proportion shall have the meaning ascribed to it in article 7.7. of the Articles.

Relevant A Shares shall have the meaning ascribed to it in article 7.7. of the Articles.

Relevant A Share Transferee shall have the meaning ascribed to it in article 7.7. of the Articles.

Relevant Class Shares shall have the meaning ascribed to it in article 7.10. of the Articles.

Relevant Holding shall have the meaning ascribed to it in article 7.8. of the Articles.

Relevant Other Interests shall have the meaning ascribed to it in article 7.10. of the Articles.

Relevant Price shall have the meaning ascribed to it in article 7.10. of the Articles.

Relevant Shareholder Majority means the positive approval of each of the Class B Majority, the Class C Majority and, from the Second Completion, the Class D Majority.

Relevant Transferee shall have the meaning ascribed to it in article 7.10. of the Articles.

Second Completion means completion of a sale and transfer of all the Class D Shares by the Initial Shareholder to a new or existing Stake Holder.

Selling A Shareholder shall have the meaning ascribed to it in article 7.7. of the Articles.

Shareholders means the shareholders of the Company (regardless of their class), from time to time.

Shareholders Reserved Matters means any of the following matters:

(a) any change to the Articles including, without limitation, any change of any governance rules relating to the Board or the Committee;

(b) the issuance of any new share capital of the Company (or any member of the Group) (including for the avoidance of any doubt share premium, capital surplus or any other contribution to equity without the issuance of shares) or changes to the rights of any share capital of the Company (or any member of the Group) or the issue of any new equity or debt security or debt to any third party (to the extent that such matter is a matter for the General Meeting under Luxembourg law); and

(c) the voluntary liquidation, winding-up or dissolution of any member of the Group.

Spitalfields IP License means any intellectual property license agreement that may be entered into from time to time between Nido Technology LLC and Nido Spitalfields Limited, as may be amended from time to time.

Stake Holder means all the Shareholders, the holders of preferred equity certificates and preferred redeemable equity certificates issued from time to time (in accordance with the Articles and any Investment Agreement that may be entered into from time to time) by the Company and the holder of the Major Debt Interest.

Subsequent Subscription means the subscription to new preferred equity certificates of the Company at Second Completion.

Subsidiary shall have the meaning ascribed to it in the UK Companies Act 2006 (as amended).

Total Equity means at any time an amount in GBP equal to the sum of (i) the principal amount of the preferred equity certificates issued by the Company, (ii) the principal amount of the preferred redeemable equity certificates issued by the Company, and (iii) the aggregate par value of all the Shares in issue, at the relevant time.

Ultimate Sponsor means Round Hill Capital LLC.

Wholly-Owned Group means a body corporate and any Holding Company of which it is a Wholly-Owned Subsidiary and any other Wholly-Owned Subsidiaries of any Holding Company (including any Wholly-Owned Subsidiary of the body corporate), it being understood that a company is a Wholly-Owned Subsidiary of another company if it has no members except that other and that other's wholly-owned Subsidiaries or persons acting on behalf of that other or its wholly-owned Subsidiaries.

Written Shareholders' Resolutions shall have the meaning ascribed to it in article 13.1.(ii) of the Articles.

## II. Name - Registered office - Object - Duration

**Art. 2. Name.** The name of the Company is "Nido London S.à r.l.". The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the Law, and these Articles.

### Art. 3. Registered office.

3.1. The Company's registered office is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within that municipality by a resolution of the Board. It may be transferred to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the Shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

3.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the Board. If the Board determines that extraordinary political or military developments or events have

occurred or are imminent, and that those developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with ease of communication between that office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the developments or events in question have completely ceased. Any such temporary measures do not affect the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

#### **Art. 4. Corporate object.**

4.1. The Company's object is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever, and the management of those participations. The Company may in particular acquire, by subscription, purchase and exchange or in any other manner, any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. Further, it may invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

4.2. The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities, namely preferred equity certificates and preferred redeemable equity certificates. It may lend funds, including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over some or all of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the requisite authorisation.

4.3. The Company may use any techniques, legal means and instruments to manage its investments efficiently and protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

4.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operation and any transaction with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favours or relates to its corporate object

#### **Art. 5. Duration.**

5.1. The Company is formed for an unlimited period of time.

5.2. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or more Shareholders.

### **III. Capital - Shares**

#### **Art. 6. Capital.**

6.1. The share capital is set at fifteen thousand British Pounds (GBP 15,000), represented by one million four hundred ninety-nine thousand seven hundred (1,499,700) Class A Shares, one hundred (100) Class B Shares, one hundred (100) Class C Shares and one hundred (100) Class D Shares, in registered form, having a nominal value of one penny (GBP 0.01) each.

6.2. The share capital may be increased or reduced once or more by a resolution of the Shareholders, acting in accordance with article 7.11, the conditions prescribed for the amendment of the Articles and with any Investment Agreement that may be entered into from time to time.

6.3. Subject to any Investment Agreement that may be entered into from time to time, the Company may create one or more share premium or capital contribution accounts/reserves, each of which may be specifically allocated and attached to a particular class of shares.

#### **Art. 7. Shares.**

7.1. The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

7.2. When the Company has a sole Shareholder, subject to the provisions of any Investment Agreement that may be entered into from time to time the shares are freely transferable to third parties.

The shares are freely transferable between Shareholders, subject to the provisions of any Investment Agreement that may be entered into from time to time and to articles 7.6 to 7.10 inclusive.

When the Company has more than one Shareholder, the transfer of shares (inter vivos) to third parties is subject to (i) prior approval by Shareholders representing at least three-quarters of the share capital, (ii) the conditions prescribed in any Investment Agreement that may be entered into from time to time and (iii) articles 7.6 to 7.10 and 7.12 inclusive.

7.3. A share transfer shall only be binding on the Company or third parties following notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

7.4. A register of Shareholders shall be kept at the registered office of the Company and may be examined by any Shareholder on request.

7.5. Subject to any Investment Agreement that may be entered into from time to time, the Company may redeem its own shares, provided:

(i) it has sufficient distributable reserves for that purpose; or

(ii) the redemption results from a reduction in the Company's share capital, and for the avoidance of any doubt such redemption shall constitute a Board Reserved Matter or a Shareholders Reserved Matter.

#### 7.6. Class A Shares - Transferability

(i) No transfer of any Class A Shares may occur if such transfer would trigger a mandatory prepayment or repayment, acceleration or event of default under any relevant debt facility of the Group from time to time, unless an appropriate waiver or consent has been obtained from the relevant lenders.

(ii) The Class A Shares may only be transferred to a person who:

(a) holds the Minimum Interest; or

(b) acts in accordance with the instructions of, or advisor to, one or more persons who, in aggregate, hold the Minimum Interest or comprise persons acting as a consortium of investors who, in aggregate, hold the Minimum Interest (such position being confirmed in writing to the Board); or

(c) will hold a Minimum Interest following transfers of preferred equity certificates, preferred redeemable equity certificates and/or interests in the Major Debt Interest to be completed at the same time as the relevant transfer of Class A Shares.

#### 7.7. Class A Shares - Right of First Offer

(i) Without prejudice to article 7.6, if at any time a holder of Class A Shares intends to sell, transfer or dispose of some or all of its Class A Shares (or any interest in its Class A Shares) (the Selling A Shareholder), that holder shall give notice in writing (an A Share Sale Notice) to the Company, specifying:

(a) the number of Class A Shares and the nature of the interest in the Shares which it intends to sell, transfer or dispose (the Relevant A Shares);

(b) the proportion of Class A Shares held by the Selling A Shareholder that is intended to be sold, transferred or disposed of (the Relevant A Share Proportion);

(c) the name(s) of the proposed transferee(s) of the Relevant A Shares; and

(d) the price of disposal (the A Share Price).

(ii) The Company shall send a copy of the A Share Sale Notice to all other Stake Holders.

(iii) On an A Share Sale Notice being given the Selling A Shareholder transferor shall be deemed to have offered the Relevant A Shares to all holders of Shares, preferred equity certificates, preferred redeemable equity certificates and interests in the Major Debt Interest at the A Share Price and articles 7.7(iv) to 7.7(vii) below shall apply.

(iv) Any offer under article 7.7(iii) shall remain open for a period of 10 Business Days from the Company's sending the A Share Sale Notice to the Stake Holders.

(v) If on the expiry of the offer period referred to in article 7.7(iv), one holder of Shares, preferred equity certificates, preferred redeemable equity certificates or interests in the Major Debt Interest (a Relevant A Share Transferee) has notified the Selling A Shareholder that it wishes to purchase the Relevant A Shares, then the Selling A Shareholder shall transfer the Relevant A Shares to that Relevant A Share Transferee against payment of the A Share Price in cash.

(vi) If on the expiry of the offer period referred to in article 7.7(iv), more than one Relevant A Share Transferee notifies the Selling A Shareholder that it wishes to purchase the Relevant A Shares, then those Relevant A Share Transferees shall divide the Relevant A Shares between them based on their respective proportions of the Total Equity against payment of the relevant proportion of the A Share Price in cash.

(vii) If on the expiry of the offer period referred to in article 7.7(iv) no holder of Shares, preferred equity certificates, preferred redeemable equity certificates or interests in the Major Debt Interest has notified the Selling A Shareholder that it wishes to purchase the Relevant A Shares, then subject always to the tag along right in article 7.8 below, the Selling A Shareholder shall be free to transfer the Relevant A Shares to any third party provided that the price is the A Share Price or higher and provided that the Relevant A Shares are to be transferred under a bona fide sale for the consideration stated in the transfer without any deduction, rebate or allowance to the purchaser.

(viii) On a change of Control of a holder of Class A Shares, it shall be deemed to have served an A Share Sale Notice in respect of all its Class A Shares at the Fair Price.

#### 7.8. Class A Shares - Tag Along

(i) If the Selling A Shareholder is free to transfer the Relevant A Shares to a third party pursuant to article 7.7(vii) above then immediately after the expiry of the offer period referred to in article 7.7(iv) the Company (via a decision of the Board) shall appoint an independent expert to determine the Fair Price of each class of Share, preferred equity certificate, preferred redeemable equity certificate or interest in the Major Debt Interest, which shall in turn be notified to each Stake Holder (the Price Notice).

(ii) If any Stake Holder wishes to transfer the Relevant A Share Proportion of their holding in Shares, preferred equity certificates, preferred redeemable equity certificates or interests in the Major Debt Interest (the Relevant Holding) at the Fair Price as set out in the Price Notice, it shall within 10 Business Days after the date of the Price Notice notify the Selling A Shareholder in writing (a Notifying Other Holder).

(iii) If article 7.8(ii) applies, the Selling A Shareholder must procure that the transferee(s) of the Relevant A Shares also acquires from each Notifying Other Holder its Relevant Holding at the Fair Price as set out in the Price Notice in cash.

(iv) No Class A Shares may be transferred other than simultaneously with any transfers of the interests of Notifying Other Holders under this clause (and, for the avoidance of doubt, the Selling A Shareholder must wait for the circulation of the Price Notice and then the period set out in article 7.8(ii) above before it may transfer the Relevant A Shares (or any interest therein)).

#### 7.9. Class B, C and D Shares - Transferability

(i) The Class B Shares, Class C Shares and Class D Shares may only be transferred to a person who:

(a) holds the Minimum Interest; or

(b) acts in accordance with the instructions of, or as advisor to, one or more persons who, in aggregate, hold the Minimum Interest or comprise persons acting as a consortium of investors who, in aggregate, hold the Minimum Interest (such position being confirmed in writing to the Board); or

(c) will hold a Minimum Interest following transfers of preferred equity certificates, preferred redeemable equity certificates or interests in the Major Debt Interest to be completed at the same time as the relevant transfer of Shares.

#### 7.10. Class B, C and D Shares - Right of First Offer

(i) Without prejudice to article 7.9, if a holder of Class B Shares, Class C Shares and/or Class D Shares wishes to transfer any of such Shares (a Proposed Transferor) then:

(a) the Proposed Transferor shall give a notice in writing to the Company stating the following details (Class Notice):

a. the number and class of Shares proposed to be transferred (the Relevant Class Shares);

b. details of any preferred equity certificates, preferred redeemable equity certificates or interests in the Major Debt Interest to be transferred at the same time as those Relevant Class Shares (the Relevant Other Interests); and

c. the proposed aggregate price for the Relevant Class Shares and Relevant Other Interests proposed to be transferred (the Relevant Price);

(b) as soon as practicable, the Company shall send a copy of the Class Notice to every Stake Holder; and

(c) the Proposed Transferor shall meet and consult with the Class A Majority no less than 5 Business Days prior to circulating the Class Notice and shall discuss and consider in good faith any comments that the Class A Majority may have or suggestions the Class A Majority may have as to possible transferees (but with no obligation to implement such comments).

(ii) If the Class Notice is given on or before the date which is nine months from June 11, 2013, the Proposed Transferor shall be deemed to have offered the Relevant Class Shares and Relevant Other Interests to the holder of the Major PRECs Interest at the Relevant Price. The holder of the Major PRECs Interest shall have a period of 15 Business Days from the Company's sending the Class Notice to Stake Holders to notify the Proposed Transferor that it wishes to accept such offer and:

(a) if it accepts the offer then the Proposed Transferor shall transfer the Relevant Class Shares and Relevant Other Interests to the holder of the Major PRECs Interest against payment of the Relevant Price in cash; and

(b) if it rejects the offer (or fails to reply within the 15 Business Days period) then the Proposed Transferor shall be free to transfer the Relevant Class Shares to any third party within the next 90 days, provided that it also transfers the Relevant Other Interests (if any are proposed to be transferred) and the aggregate price is the Relevant Price or higher and provided that the Relevant Class Shares and Relevant Other Interests are to be transferred under a bona fide sale for the consideration stated in the transfer without any deduction, rebate or allowance to the purchaser.

(iii) If the Class Notice is given after the date which is nine months from June 11, 2013, the Proposed Transferor shall be deemed to have offered the Relevant Class Shares and Relevant Other Interests to all holders of preferred equity certificates, preferred redeemable equity certificates or interests in the Major Debt Interest at the Relevant Price and articles 7.10(iv) to (vii) below shall apply.

(iv) Any offer under article 7.10(iii) shall remain open for a period of 30 days from the Company's sending the Class Notice to Stake Holders.

(v) If on the expiry of the offer period referred to in article 7.10(iv), one holder of preferred equity certificates, preferred redeemable equity certificates or interests in the Major Debt Interest (a Relevant Transferee) has notified the Proposed Transferor that it wishes to purchase the Relevant Class Shares and Relevant Other Interests, then the Proposed Transferor shall transfer the Relevant Class Shares and Relevant Other Interests to that Relevant Transferee against payment of the Relevant Price in cash.

(vi) If on the expiry of the offer period referred to in article 7.10(iv), more than one Relevant Transferee notifies the Proposed Transferor that it wishes to purchase the Relevant Class Shares and Relevant Other Interests, then those Relevant Transferees shall divide the Relevant Class Shares and Relevant Other Interests between them based on their respective proportions of the Total Equity plus the Major Debt Interest against payment of the relevant proportion of the Relevant Price in cash.

(vii) If on the expiry of the offer period referred to above no holder of preferred equity certificates, preferred redeemable equity certificates or interests in the Major Debt Interest has notified the Proposed Transferor that it wishes to purchase the Relevant Class Shares and Relevant Other Interests, then the Proposed Transferor shall be free to transfer the Relevant Class Shares to any third party within the next 90 days, provided that it also transfers the Relevant Other

Interests and the aggregate price is the Relevant Price or higher and provided that the Relevant Class Shares and Relevant Other Interests are to be transferred under a bona fide sale for the consideration stated in the transfer without any deduction, rebate or allowance to the purchaser.

#### 7.11. Issuance of Shares - Right of First Offer

(i) The Company may not issue new shares unless it has been approved by the Board as a Board Reserved Matter and the General Meeting as a Shareholders Reserved Matter.

(ii) Without prejudice to article 7.11(i), the Company may not issue new shares except on the condition that:

(a) an offer has first been made to all Stake Holders at least 30 days prior to the date of such issue for them to take up the new issuance; and

(b) if more than one Stake Holder wishes to take up such issuance, the issuance shall be made on a pro rata basis to their proportionate interests in the Total Equity plus the Major Debt Interest.

(iii) No new shares of the Company may be issued to a person other than a Stake Holder or a person who:  
holds the Minimum Interest; or

(a) acts in accordance with the instructions of one or more persons who, in aggregate, holds the Minimum Interest or comprise persons acting as a consortium of investors who, in aggregate, hold the Minimum Interest (such position being confirmed in writing to the Board); or

(b) will hold a Minimum Interest following transfers of preferred equity certificates, preferred redeemable equity certificates and/or interests in the Major Debt Interest to be completed at the same time as the relevant transfer of Shares.

#### 7.12. Permitted Transfers - Wholly-Owned Group

(i) Notwithstanding any other provision of this article 7:

(a) a holder of Shares, preferred equity certificates, preferred redeemable equity certificates and/or interests in the Major Debt Interest may transfer all (but not some only) of its Shares, preferred equity certificates, preferred redeemable equity certificates and/or interests in the Major Debt Interest to another member of its Wholly-Owned Group,

(b) the Initial B Shareholder, any DB Nominee which takes Class D Shares at the occasion of the Second Completion, Merlin and/or DB may transfer all (but not some only) of its Shares, preferred equity certificates, preferred redeemable equity certificates and/or interests in the Major Debt Interest to one another,  
without restriction.

(ii) If a holder of Shares, preferred equity certificates, preferred redeemable equity certificates and/or interests in the Major Debt Interest transferred to it under article 7.12.(i) above is to cease to be a member of the Wholly-Owned Group to which it belongs at the time of the transfer under article 7.12.(i) (or in the case of the Initial B Shareholder, any DB Nominee which takes Class D Shares at the occasion of the Second Completion or Merlin, its relationship with DB is to change), it shall, without delay and prior to it so ceasing to be a member of that Wholly-Owned Group (or its relationship changing), notify the Company and the other Stake Holders that such event will occur and shall transfer those Shares, preferred equity certificates, preferred redeemable equity certificates and/or interests in the Major Debt Interest to a member of the Wholly-Owned Group to which it belongs prior to such transfer (or in the case of the Initial B Shareholder, any DB Nominee which takes class D Shares at the occasion of the Second Completion and/or Merlin, shall transfer to DB or another DB Nominee).

### IV. Management - Representation

#### Art. 8. Appointment and Removal of managers.

8.1. The managers shall be appointed by a resolution of the Shareholders, which sets the term of their office. The managers need not be Shareholders.

8.2. Subject to article 14 (i) and to articles 8.4, 8.5, 8.6 and 8.7, the Board shall at all times comprise not fewer than three and not more than five managers (who need not be shareholders of the Company) of whom:

(i) two shall be appointed from a list of candidates presented by the Class A Majority (being Class A Managers);

(ii) one shall be appointed from a list of candidates presented by the Class B Majority (being the Class B Manager);

(iii) one shall be appointed from a list of candidates presented by the Class C Majority (being the Class C Manager);  
and

(iv) one shall be appointed from a list of candidates presented by the Class D Majority (being the Class D Manager),  
provided that each manager appointed shall have reasonable experience and/or qualifications suitable for the role and provided always that a majority of the managers will be professionally resident in Luxembourg.

8.3. Subject to the discretion of the Board (with the relevant manager not voting on the decision) and (to the extent required by Luxembourg law) to the approval of the General Meeting, a manager may be entitled to remuneration for his services.

8.4. If at any time the Class A Shares comprising a Class A Majority are held by a person or persons:



(i) other than the Advisor, or if the Advisor's appointment under any AMA terminates in accordance with its terms, then the Class A Majority shall only have the right to propose for appointment one person (being a Class A Manager) to be a manager of the Company (and a member of each and every committee of the Board); and/or

(ii) who, together with any other person beneficially wholly-owned directly or indirectly by Michael Bickford, hold a total aggregate interest (measured by nominal value) in preferred equity certificates, preferred redeemable certificates and interests in the Major Debt Interest of less than GBP 3 million then the Class A Majority shall only have the right to propose for appointment one person (being a Class A Manager) to be a manager of the Company (and a member of each and every committee of the Board),

provided that if both paragraphs (i) and (ii) apply, then the Class A Majority shall lose the right to appoint any manager of the Company and there shall be no Class A Managers.

8.5. Notwithstanding article 8.2:

(i) for so long as the Initial A Shareholder holds the Class D Shares (including in the period up to the Second Completion) then the Class D Majority shall not have the right to propose for appointment a Class D Manager (or a member of the Committee) and there shall be no Class D Manager (subject to the provisions of article 8.5(ii) below) until the Initial A Shareholder transfers more than half of the Class D Shares to a person other than the Initial B Shareholder, such that it no longer comprises the Class D Majority (including on the occurrence of the Second Completion); and

(ii) if the Initial B Shareholder and/or a DB Nominee makes the Subsequent Subscription then the Class D Majority shall not have the right to propose for appointment a Class D Manager and there shall be no Class D Manager (or member of any committee nominated by the Class D Majority) until the earlier of:

(a) the Initial B Shareholder, DB or a DB Nominee transferring more than half of the Class D Shares to a person other than DB or a DB Nominee, such that DB no longer comprises the Class D Majority; or

(b) both (A) the Initial B Shareholder transferring more than half of the Class B Shares to a person other than DB or a DB Nominee, such that it no longer comprises the Class B Majority and (B) the Class B Manager appointed by the Class B Majority not being an employee of DB or its Affiliated entities,

at which time, in each case, the Class D Majority's right to propose for appointment a Class D Manager and a member of any committee other than the Committee (unless otherwise agreed by the Committee) shall become effective.

8.6. Save in respect of the Initial Parties, if at any time the person or persons comprising a Class Majority does not:

(i) comprise one or more persons who, in aggregate, hold the Minimum Interest; or

(ii) act in accordance with the instructions of, or as advisor to, one or more persons who, in aggregate, hold the Minimum Interest or comprise persons acting as a consortium of investors who, in aggregate hold, the Minimum Interest (such position being confirmed in writing to the Board),

then such person(s) shall cease to have the right to nominate any person for appointment as a manager pursuant to article 8.2 above or any member of the Committee or any other committee until such time as one of the requirements set out above is met.

8.7. If at any time one of the Initial Parties comprises a Class Majority and does not either:

(i) hold the Minimum Initial Interest; or

(ii) act in accordance with the instructions of, or as advisor to, one or more persons who, in aggregate, holds the Minimum Initial Interest or comprise persons acting as a consortium of investors who, in aggregate hold, the Minimum Initial Interest (such position being confirmed in writing to the Board),

then such Initial Party shall cease to have the right to nominate any person for appointment as a manager pursuant to article 8.2 above until such time as one of the requirements set out above is met, provided that the interests of DB, the Initial B Shareholder and any DB Nominee shall be aggregated when assessing compliance with paragraphs 8.7(i) and (ii) above.

8.8. Each Appointing Shareholder shall bear all relevant fees and costs associated with the appointment and removal of a manager nominated by it who is not professionally resident in Luxembourg, and the fees and costs associated with the appointment and removal of a manager who is professionally resident in Luxembourg shall be borne by the Company.

8.9. Subject to article 8.10 and to any Investment Agreement that may be entered into from time to time the managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the Shareholders taken in accordance with the provisions of this article 8.

8.10. Only the Appointing Shareholder (i) may propose the removal of a manager (which it had proposed for appointment, and is holding office as manager, in accordance with article 8.2) by a resolution of the Shareholders and (ii) (subject to articles 8.4, 8.5, 8.6 and 8.7) propose for appointment by a resolution of the Shareholders a new manager in its place by notice in writing to the Company and to the other Shareholders.

## **Art. 9. Board.**

### **9.1. Powers of the Board**

(i) All powers not expressly reserved to the Shareholders by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, which has full power to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate object.

(ii) Without prejudice to article 9.1 (i), the Board will have responsibility for the overall supervision and management of the Company. The functions of the Board shall include (among other things) the following:

- (a) to function as the management and decision making body of the Company;
  - (b) approval of the budget and business plan of the Group;
  - (c) approval of any deviations from the approved business plan;
  - (d) approval of entering into material agreements;
  - (e) preparation of accounts for approval at a General Meeting; and
  - (f) review of the activities of the Company's Subsidiaries and any material issues, matters or circumstances arising with any Subsidiary.
- (iii) The Board may delegate special or limited powers to one or more agents for specific matters.

#### 9.2. Procedure

(i) Subject to article 9.2(v), the quorum for a meeting of the Board shall be such number of managers that is one less than the total number of managers (unless there are only two managers in which case both managers must be present). If no quorum is present then the meeting shall be adjourned to a new meeting in 3 Business Days' time, notice of which shall be given to all managers as soon as possible. The quorum for such new meeting of the Board shall remain such number of managers that is one less than the total number of managers (unless there are only two managers in which case both managers must be present).

(ii) Unless all the members of the Board or committee (including for the avoidance of any doubt any that are not attending the relevant Board or committee meeting) otherwise agree, no business shall be conducted at any meeting of the Board (or committee of the Board) other than that specified in the agenda referred to in article 9.2(vii), provided always that, if no Class B Manager, Class C Manager and/or Class D Manager and/or relevant committee member is appointed, the consent of the relevant Class Majority shall also be required before any such business not specified in the agenda may be conducted.

(iii) Subject to article 9.2(v), resolutions of the Board will be passed by simple majority vote, except in relation to the Board Reserved Matters.

(iv) Subject to article 9.2(v), any Board Reserved Matters to be resolved upon by the Board shall in order to be valid require the positive vote of such number of managers that is one less than the total number of managers (unless there are only two managers in which case both managers must approve the relevant matter).

(v) The Class A Managers shall be deemed conflicted and shall not be entitled to vote on decisions of the Board concerning:

(i) disputes between the Company and (or matters concerning enforcement of the Company's right against) the Advisor (or any other Affiliate of the Ultimate Sponsor or the Initial A Shareholder which is a successor or replacement asset manager) or Nido Management UK Limited (or any other Affiliate of the Ultimate Sponsor or of the Initial A Shareholder which is a successor or replacement property manager) or Nido Technology LLC (or any other Affiliate of the Ultimate Sponsor or the Initial A Shareholder which is a successor licensor under the Intellectual Property Licenses); and/or

(ii) any other matter in respect of which the Class A Managers are subject to a material conflict of interest in the opinion of the other managers at that meeting (acting reasonably and, if exercised, written reasons for the opinion shall be provided to the Class A Managers as soon as reasonably practicable after the decision as to whether such a material conflict of interest exists is made) by virtue of the interests of an Affiliate of the Ultimate Sponsor or of the Initial A Shareholder under the AMA, one or more property management agreements (or any successor or replacement property management agreements from time to time) or one or more Intellectual Property Licenses (as amended or replaced from time to time),

and the Class A Managers shall be disregarded for calculating the required voting threshold and quorum for such decisions.

(vi) A meeting of the Board shall be held at least six times per calendar year.

(vii) Where possible, the time and place of regular Board meetings will be scheduled at the beginning of each calendar year. However, in the event that an ad hoc meeting of the Board is required for any reason, there shall be given to each manager of the Company not less than five clear Business Days (unless expressly waived or reduced by all managers either in writing or by email) prior written notice of any meeting of the Board and every such notice shall be accompanied by a written agenda specifying in reasonable detail the business of such meeting and copies of all papers that shall be relevant for such meeting including a copy of monthly management accounts and cash flow forecasts for the Company and the Group.

(viii) The Board shall meet at the request of any manager, at the place indicated in the convening notice, which (without prejudice to article 9.2(xi)) shall be in Luxembourg. In the absence of any other specified venue each meeting of the Board shall be held at the registered office of the Company in Luxembourg.

(ix) No notice is required if all members of the Board are present or represented at a meeting and each of them states that they have full knowledge of the agenda for the Board meeting.

(x) Each manager shall be allowed to appoint another manager as his proxy in his absence to represent him, and the appointing manager shall direct the proxy manager in advance as to how the appointing manager's vote must be exercised.

(xi) Any manager may participate in any meeting by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other provided the manager is not present in the United Kingdom at the time of any such participation. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting at the registered office of the Company and in any event in Luxembourg.

(xii) At each meeting of the Board:

(a) there shall be provided to the Board budget and business plan updates for the Group; and

(b) the Committee will provide a summary of their input on matters within their scope of competencies to the Board (including, if relevant, different opinions of the members of the Committee if there are any).

(xiii) Circular resolutions signed by all the managers (Managers' Circular Resolutions) shall be valid and binding as if passed at a duly convened and held Board meeting, and shall bear the date of the last signature.

(xiv) The meetings of the Board shall be conducted in English, and English language minutes shall be written up by the Class A Managers and approved and signed by each manager attending the relevant meeting as soon as reasonably practicable following the date of such meeting.

### 9.3. Representation

(i) Subject to article 14 and without prejudice to the Board Reserved Matters (and, to the extent relevant, the Shareholder Reserved Matters), the Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signature of (i) any Class A Manager plus (ii) any two from the Class B Manager, Class C Manager and Class D Manager.

(ii) The Company shall also be bound towards third parties by the signature of any person(s) to whom special powers have been duly delegated by the Board.

**Art. 10. Liability of the managers.** The managers shall not be held personally liable by reason of their office for any commitment they have validly made in the name of the Company, provided those commitments comply with the Articles and the Law.

## V. Committee

### Art. 11. Role, Appointment and Meetings.

11.1. A committee (the Committee) shall review and discuss business performance and real estate management initiatives, the results of which will be communicated to the Board as contemplated by article 9.

11.2. Subject to articles 8.4, 8.5, 8.6 and 8.7, the Committee and any other committee of the Company shall comprise:

(i) one member nominated by the Class A Majority;

(ii) one member nominated by the Class B Majority;

(iii) one member nominated by the Class C Majority; and

(iv) one member nominated by the Class D Majority, provided that the Class D Majority shall not (unless otherwise agreed by the Committee) nominate any member of the Committee.

11.3. The Committee shall meet not less than once every month for the first year from the date on which the Initial A Shareholder is no longer the sole shareholder of the Company and thereafter at the members' discretion but not less than once a quarter, to review and discuss the Committee Matters.

11.4. A quorum of any meeting of the Committee shall require the attendance of such number of committee members that is one less than the total number of committee members.

11.5. Articles 9.2(ii), (vii), (ix), (xi) and (xiv) shall apply mutatis mutandis to meetings of the Committee.

**Art. 12. Powers.** The Committee shall have no management powers or authority to bind the Board or the Company. Any recommendations must be approved by the Board to become effective as decisions of the Board.

## VI. Shareholder(s)

### Art. 13. General meetings of Shareholders and Shareholders' written resolutions.

#### 13.1. Powers and voting rights

(i) Unless resolutions are taken in accordance with article 13.1.(ii), resolutions of the Shareholders shall be adopted at a general meeting of Shareholders (each a General Meeting).

(ii) If the number of Shareholders of the Company does not exceed twenty-five (25), resolutions of the Shareholders may be unanimously adopted in writing (Written Shareholders' Resolutions).

(iii) Each share entitles the holder to one (1) vote.

#### 13.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The Shareholders may be convened to General Meetings by the Board. The Board must convene a General Meeting following a request from any Shareholder.



(ii) Written notice of any General Meeting with reasonable details and supporting documents regarding each item on the agenda shall be given to all Shareholders at least eight (8) days prior to the date of the meeting, except where article 13.2(v) applies.

(iii) When resolutions are to be adopted in writing, the Board shall send the text of such resolutions to all the Shareholders. The Shareholders shall vote in writing and return their vote to the Company within the timeline fixed by the Board, and the date of the resolution shall be the date of the last signature.

(iv) General Meetings shall be held at the time and place specified in the notices.

(v) If all the Shareholders are present or represented and consider themselves duly convened and informed of the agenda of the General Meeting, it may be held without prior notice.

(vi) A Shareholder may grant written power of attorney to another person (who need not be a Shareholder), in order to be represented at any General Meeting.

(vii) The quorum for a General Meeting shall require the holders of a majority of Class A Shares and any two of the following (a) the holders of a majority of the Class B Shares, (b) the holders of a majority of the Class C Shares, and (c) the holders of a majority of the Class D Shares.

(viii) Resolutions to be adopted at General Meetings shall be passed by Shareholders owning more than one-half of the share capital, except insofar as the Law requires a higher voting majority or in relation to Shareholders Reserved Matters in which case such resolutions in order to be valid must be passed by the Relevant Shareholder Majority.

(ix) If this majority is not reached at the first General Meeting, the Shareholders shall be convened to a second General Meeting by registered letter at least eight (8) days prior to the date of such second meeting, except where article 13.2 (v) applies. The quorum for such second General Meeting shall require the holders of a majority of Class A Shares and any two of the following (a) the holders of a majority of the Class B Shares, (b) the holders of a majority of the Class C Shares, and (c) the holders of a majority of the Class D Shares, and the resolutions to be adopted at such second General Meeting shall be passed by Shareholders owning more than one-half of the share capital, except insofar as the Law requires a higher voting majority or in relation to Shareholders Reserved Matters in which case such resolutions in order to be valid must be passed by the Relevant Shareholder Majority.

(x) The Articles may only be amended with the consent of a majority (in number) of Shareholders owning at least three-quarters of the share capital, including the Relevant Shareholder Majority.

(xi) Any change in the nationality of the Company and any increase in a Shareholder's commitment to the Company shall require the unanimous consent of the Shareholders.

(xii) Written Shareholders' Resolutions shall require the positive vote of every Shareholder and shall bear the date of the last signature received prior to the expiry of the timeline fixed by the Board.

(xiii) The quorum for any meeting of a particular class of shares in order to determine a Class Majority shall only require a majority of the members of that class. A decision of any Class Majority may also be reached through a simple majority of the relevant class signing a written consent.

**Art. 14. Sole shareholder.** When in accordance with any Investment Agreement that may be entered into from time to time there is only one Shareholder or the number of Shareholders is reduced to one, subject to any such Investment Agreement:

(i) The Board can be composed of two or more managers.

(ii) There shall be no classes of managers and none of the provisions of the Articles relating to classes of managers shall apply.

(iii) The Company shall be bound towards third parties in all matters by the signature of any manager.

(iv) The sole Shareholder shall exercise all powers granted by the Law to the General Meeting.

(v) Section (V) of the Articles shall not apply.

(vi) Any reference in the Articles to the Shareholders, the General Meeting, or the Written Shareholders' Resolutions is to be read as a reference to the sole Shareholder or the sole Shareholder's resolutions, as appropriate, and no distinction should be made among classes of Shareholders.

(vii) The resolutions of the sole Shareholder shall be recorded in minutes or drawn up in writing.

## VII. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

### Art. 15. Financial year and Approval of annual accounts.

15.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

15.2. Each year, the Board must prepare the balance sheet and profit and loss accounts, together with an inventory stating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts owed by its managers and Shareholders.

15.3. Any Shareholder may inspect the inventory and balance sheet at the registered office of the Company.

15.4. The balance sheet and profit and loss accounts must be approved within six (6) months following the end of the relevant financial year at an annual General Meeting acting in accordance with any Investment Agreement that may be entered into from time to time.

#### **Art. 16. Auditors.**

16.1. When so required by Law or by any Investment Agreement that may be entered into from time to time, the Company's operations shall be supervised by one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés). The Shareholders shall appoint the approved external auditors, if any, and determine their number and remuneration and the term of their office.

16.2. If the number of Shareholders exceeds twenty-five (25), the Company's operations shall be supervised by one or more commissaires (statutory auditors), unless the law requires the appointment of one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés). The commissaires are subject to re-appointment at the annual General Meeting. They may or may not be Shareholders.

#### **Art. 17. Allocation of profits.**

17.1. Five per cent (5%) of the Company's annual net profits must be allocated to the reserve required by law (the Legal Reserve). This requirement ceases when the Legal Reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

17.2. The Shareholders shall determine the allocation of the balance of the annual net profits (being, for the avoidance of any doubt, after payment of amounts accrued or due under any indebtedness including preferred equity certificates and preferred redeemable equity certificates) and may decide on the payment of a dividend, to transfer the balance to a reserve account, or to carry it forward, in each case in accordance with the applicable legal provisions and any Investment Agreement that may be entered into from time to time.

17.3. Any amount to be distributed to the Shareholders must be distributed as follows:

(i) 90% of the distributable amount to the holders of Class A Shares (allocated pro rata among these holders based on their respective shareholding of Class A Shares); and

(ii) the remaining distributable amount to all Shareholders (allocated pro rata among the Shareholders based on their respective shareholding in the Company).

17.4. Interim dividends may be distributed at any time, subject to the following conditions:

(i) the Board must draw up interim accounts;

(ii) the interim accounts must show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed the profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves, and reduced by losses carried forward and sums to be allocated to the Legal Reserve;

(iii) within two (2) months of the date of the interim accounts, the Board must resolve to distribute the interim dividends;

(iv) the interim dividend must be distributed in accordance with article 17.3. above;

(v) taking into account the assets of the Company, the rights of the Company's creditors must not be threatened by the distribution of an interim dividend; and

(vi) such distribution is in accordance with any Investment Agreement that may be entered into from time to time.

If the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the Board has the right to claim the reimbursement of interim dividends not corresponding to profits actually earned and the Shareholders must immediately refund the excess on a pro rata basis to the Company if so required by the Board.

### **VIII. Dissolution - Liquidation**

18.1 The Company may be dissolved at any time by a resolution of the Shareholders adopted with the consent of a majority (in number) of Shareholders owning at least three-quarters of the share capital plus the Relevant Shareholder Majority. The Shareholders shall appoint one or more liquidators, who need not be Shareholders, to carry out the liquidation, and shall determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the Shareholders, the liquidators shall have full power to realise the Company's assets and pay its liabilities.

18.2 Subject to any Investment Agreement that may be entered into from time to time, the surplus (if any) after realisation of the assets and payment of the liabilities shall be distributed to the Shareholders in accordance with article 17.3.

### **IX. General provisions**

19.1 Notices and communications may be made or waived, Managers' Circular Resolutions and Written Shareholders Resolutions may be evidenced, in writing, by fax, email or any other means of electronic communication.

19.2 Powers of attorney may be granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager, in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

19.3 Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements for being deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers' Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference or the Written Shareholders' Resolutions, as the case may be, may appear on

one original or several counterparts of the same document, all of which taken together shall constitute one and the same document.

19.4 All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the applicable law and, subject to any non-waivable provisions of the Law, with any agreement entered into by the Shareholders from time to time. In case of discrepancies between the Articles and any Investment Agreement that may be entered into from time to time, as between the Company and the Stake Holders any such Investment Agreement shall prevail over the Articles to the fullest extent legally permissible."

#### *Fourth resolution*

The Sole Shareholder resolves to authorize and empower any manager of the Company, each acting individually, with full power of substitution, to proceed, on behalf of the Company, with the update of the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes and the registration in particular of (i) the reduction of the par value and increase in the number of the shares and (ii) the creation of four classes of the shares in the register of shareholders of the Company.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version, at the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will be prevailing.

Whereof, the present notarial deed is drawn in Echternach, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the proxyholder of the appearing party signed together with us, the notary, the present original deed.

#### **Suit la version française du texte qui précède:**

L'an deux mille treize, le onzième jour de juin.

Par devant Nous, Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) de l'associé de Nido London S.à r.l., une société à responsabilité limitée luxembourgeoise dont le siège social est établi au 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, disposant d'un capital social de quinze mille Livres Sterling (GBP 15.000) et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 162.742 (la Société). La Société a été constituée suivant un acte de Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette le 6 mai 2011 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations le 6 octobre 2011 sous le numéro 2390. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés pour la dernière fois suivant un acte de Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, le 16 avril 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations le 18 juin 2012 sous le numéro 1522.

#### **A COMPARU:**

Nina Student Investments LLC, une société à responsabilité limitée (a limited liability company) régie par les lois du Delaware, Etats-Unis d'Amérique, dont le siège social est établi au 19C Trolley Sq Ste 26, Wilmington, Delaware 19801, Etats-Unis d'Amérique, immatriculée au Registre d'Etat de l'Etat du Delaware sous le numéro 5128855 (l'Associé Unique),

ici représentée par Madame Peggy Simon, employée privée, demeurant professionnellement à Echternach, 9, Rabatt, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signé «ne varietur» par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera attachée au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. que les quinze mille (15.000) parts sociales de la Société, ayant une valeur nominale d'une Livre Sterling (GBP 1) et représentant l'intégralité du capital social de la Société, sont dûment représentées à cette Assemblée qui est par conséquent, régulièrement constituée et peut délibérer sur les points de l'ordre du jour, ci-après reproduits:

II. que l'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

1. Diminution de la valeur nominale des parts sociales de la Société d'une Livre Sterling (GBP 1) à un Penny (GBP 0,01) par part sociale et augmentation, en conséquence, du nombre de parts sociales de sorte que le présent capital social de la Société d'un montant de quinze mille Livres Sterling (GBP 15.000), sera dorénavant représenté par un million cinq cent mille (1.500.000) parts sociales, ayant une valeur nominale d'un Penny (GBP 0,01) chacune.

2. (i) Création de quatre classes de parts sociales dans le capital social de la Société à savoir les parts sociales de classe A (les Parts Sociales de Classe A), les parts sociales de classe B (les Parts Sociales de Classe B), les parts sociales de classe C (les Parts Sociales de Classe C) et les parts sociales de classe D (les Parts Sociales de Classe D), ayant une valeur nominale de un Penny (GBP 0,01) chacune, ayant les droits liés à ces classes de parts sociales énoncées dans les Statuts modifiés et reformulés conformément à l'ordre du jour suivant et (ii) conversion des un million cinq cent mille (1.500.000) parts sociales en un million quatre cent quatre-vingt-dix-neuf mille sept cents (1.499.700) Parts Sociales de Classe A, cent (100) Parts Sociales de Classe B, cent (100) Parts Sociales de Classe C et cent (100) Parts Sociales de Classe D.

3. Modification et refonte des Statuts dans leur intégralité (notamment pour refléter la diminution de la valeur nominale des parts sociales, l'augmentation du nombre de parts sociales ainsi que la création des quatre classes de parts sociales

conformément aux points 1. et 2. ci-dessus, et apporter des modifications à la clause d'objet social) et renumérotation subséquente des Statuts et, le cas échéant, insertion ou modification des titres dans les Statuts, de sorte que la clause d'objet social aura désormais la teneur suivante:

**" Art. 4. Objet social.**

4.1 L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

4.2 La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de tous types de titres et instruments de dette ou de capital, à savoir des certificats de parts sociales préférentielles ou des certificats de parts sociales préférentielles rachetables. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées (comprenant société mère et société soeur), ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

4.3 La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

4.4 La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social."

4. Modification du registre des associés de la Société afin de refléter les changements ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tous les gérants de la Société pour procéder pour le compte de cette dernière à l'enregistrement de (i) la diminution de la valeur nominale et l'augmentation du nombre des parts sociales et (ii) la création des quatre classes de parts sociales dans le registre des associés de la Société.

5. Divers.

III. l'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'Associé Unique décide de réduire la valeur nominale des parts sociales de la Société d'une Livre Sterling (GBP 1) à un Penny (GBP 0,01) par part sociale et augmentation, en conséquence, du nombre de parts sociales de sorte que le présent capital social de la Société d'un montant de quinze mille Livres Sterling (GBP 15.000), sera dorénavant représenté par un million cinq cent mille (1.500.000) parts sociales, ayant une valeur nominale d'un Penny (GBP 0,01) chacune.

*Deuxième résolution*

L'Associé Unique décide de créer quatre classes de parts sociales dans le capital social de la Société à savoir les Parts Sociales de Classe A, les Parts Sociales de Classe B, les Parts Sociales de Classe C, et les Parts Sociales de Classe D, ayant une valeur nominale d'un Penny (GBP 0,01) chacune, ayant les droits liés à ces classes de parts sociales énoncées dans les Statuts modifiés et reformulés conformément à la Troisième Résolution ci-dessous.

L'Associé Unique décide en outre de convertir les un million cinq cent mille (1.500.000) parts sociales en un million quatre cent quatre-vingt-dix-neuf mille sept cents (1.499.700) Parts Sociales de Classe A, cent (100) Parts Sociales de Classe B, cent (100) Parts Sociales de Classe C et cent (100) Parts Sociales de Classe D.

*Troisième résolution*

L'Associé Unique décide de modifier et de refondre les Statuts de leur intégralité (notamment pour refléter la diminution de la valeur nominale des parts sociales, l'augmentation du nombre de parts sociales ainsi que la création des quatre classes de parts sociales conformément aux points 1. et 2. ci-dessus et apporter des modifications à la clause d'objet social), et renumérotation subséquente des Statuts et, le cas échéant, insertion ou modification des titres dans les Statuts, de sorte qu'ils aient désormais la teneur suivante:

**I. Définitions**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Les termes définis suivants auront la signification suivante:

Conseiller signifie Round Hill Asset Management LLC (ou tout autre Affilié de l'Ultime Répondant ou l'Associé Initial de Classe A) agissant en sa qualité de conseiller sous tout AMA conclu de temps à autre.

Affilié signifie, à l'égard de toute personne, (i) toute personne qui, directement ou indirectement, par un ou plusieurs intermédiaires, contrôle, est contrôlée par, ou est sous le contrôle commun avec cette personne, (ii) toute personne qui est un Membre Familial Immédiat de cette personne ou (iii) toute personne dans laquelle cette personne ou l'une ou plusieurs des Membres Familiaux Immédiats de cette personne possède(nt) une participation de cinquante pour cent (50%) ou plus des intérêts bénéficiaires directs ou indirects (que ce soit un intérêt initial, résiduel ou contingent) ou à l'égard de laquelle une telle personne sert, directement ou indirectement, de membre de la direction, commandité, d'une fiduciaire ou à titre de fiduciaire ou de gestion similaire. A cet effet, le «contrôle» (y compris les termes «contrôle», «contrôlé par» et «sous contrôle commun avec») signifie la possession, directe ou indirecte, du pouvoir (i) de voter cinquante pour cent (50%) ou plus des titres en circulation avec droit de vote de cette personne ou entité; ou (ii) autrement de diriger les politiques de gestion d'une telle personne ou entité par contrat ou autre.

AMA signifie tout contrat de services de gestion qui peut être conclu entre notamment la Société et le Conseiller à des fins de services qui seraient rendus par le Conseiller à la Société en ce qui concerne le portefeuille de propriétés du Groupe, qui inclurait des questions comme les acquisitions et les conseils financiers, la stratégie d'actif et d'aliénation, des services de crédit-bail, l'information financière et de gestion de la marque, tel que contrat peut être modifié de temps à autre.

Associé Nommant signifie la Majorité de Classe A dans le cas d'un Gérant de Classe A, la Majorité de Classe B, dans le cas d'un gérant de Classe B, la Majorité de Classe C dans le cas d'un Gérant de Classe C et la Majorité de Classe D dans le cas d'un Gérant de Classe D.

Statuts signifie les statuts de la Société, tels que modifiés de temps à autre.

Prix de la Part Sociale de Classe A a la signification qui lui est attribuée à l'article 7.7 des Statuts.

Avis de Vente de Part Sociale de Classe A a la signification qui lui est attribuée à l'article 7.7 des Statuts.

Conseil signifie le conseil de gérance de la Société de temps à autre.

Sujets Réservés au Conseil signifie l'un des sujets suivants:

(a) l'approbation du business plan ou du budget pour le Groupe ou de toute modification importante dudit business plan ou budget. Toute modification importante signifie une modification de 5% des revenus ou 5% des coûts ou 5% du revenu net d'exploitation par rapport au business plan ou au budget qui avait alors été approuvé;

(b) l'émission ou l'accord d'émission de capital social par la Société ou tout membre du Groupe, sous réserve du cas où, en droit luxembourgeois, une Assemblée Générale est requise pour l'émission de capital social, auquel cas ce sujet sera considéré comme un Sujet Réservé aux Associés;

(c) la souscription par tout membre du Groupe d'une nouvelle dette, passif financier, investissement ou sûreté, ou la modification d'une dette, passif financier, investissement ou sûreté existants qui créerait une charge sur ou diluerait d'une quelque manière un détenteur de certificats de parts sociales préférentielles ou de certificats de parts sociales préférentielles obligatoirement rachetables émis par la Société, de temps à autre;

(d) l'ouverture de nouveaux comptes bancaires;

(e) la vente, par tout membre du Groupe, de tout ou une grande partie des actifs importants du Groupe en dehors des affaires courantes ou la vente de l'une ou de toutes les propriétés suivantes: Spitalfields, Notting Hill ou King's Cross;

(f) toute modification de l'organigramme du Groupe, sans préjudice des dispositions juridiques applicables où l'approbation de Assemblée Générale ou d'un membre du Groupe serait également requises pour de telles modifications de l'organigramme du Groupe;

(g) l'entrée dans une obligation par tout membre du Groupe afin d'encourir des dépenses d'une valeur supérieure à GBP 200.000 (sauf si cela est expressément approuvé dans le cadre d'un Accord d'Investissement conclu de temps à autre);

(h) le règlement par la Société à Clairvue Capital Partners des frais de due diligence pour lesquels la Société n'a pas reçu de preuve à l'appui raisonnable de l'occurrence de ces frais; et

(i) l'approbation de la nomination (sauf si cela est expressément approuvé dans le cadre d'un Accord d'Investissement conclu de temps à autre), la révocation ou le remplacement d'un Cadre Clé (dans chaque cas, cette approbation ne pouvant pas être retenue ou retardée de façon non raisonnable, étant entendu que si aucune réponse n'est fournie dans les cinq Jours Ouvrables, l'approbation sera alors considérée comme avoir été donnée),

étant noté que lorsque le Conseil se prononce sur des sujets concernant des membres du Groupe qui ne sont pas directement contrôlés par la Société, l'approbation additionnel des organes sociaux pertinents de ces membres du Groupe sera (en vertu du droit applicable) requis.

Jour Ouvrable signifie un jour pendant lequel les banques sont ouvertes pour affaires à Londres, Royaume-Uni et à Luxembourg, autre qu'un samedi ou dimanche.

Majorité de Classe A signifie une décision des détenteurs de Parts Sociales de Classe A, prise à la majorité simple, chaque Part Sociale de Classe A ayant une voix.

Gérant de Classe A signifie un gérant nommé par une résolution des associés de la Société sur nomination par une Majorité de Classe A conformément à l'article 8.2 des Statuts, et ayant une fonction de gérant, de temps à autre.



Parts Sociales de Classe A signifie les parts sociales de classe A de la Société, ayant une valeur nominale d'un penny (GBP 0,01) chacune, en circulation de temps à autre.

Majorité de Classe B signifie une décision des détenteurs de Parts Sociales de Classe B, prise à la majorité simple, chaque Part Sociale de Classe B ayant une voix.

Gérant de Classe B signifie un gérant nommé par une résolution des associés de la Société sur nomination par une Majorité de Classe B conformément à l'article 8.2 des Statuts, et ayant une fonction de gérant, de temps à autre.

Parts Sociales de Classe B signifie les parts sociales de classe B de la Société, ayant une valeur nominale d'un penny (GBP 0,01) chacune, en circulation de temps à autre.

Majorité de Classe C signifie une décision des détenteurs de Parts Sociales de Classe C, prise à la majorité simple, chaque Part Sociale de Classe C ayant une voix.

Gérant de Classe C signifie un gérant nommé par une résolution des associés de la Société sur nomination par une Majorité de Classe C conformément à l'article 8.2 des Statuts, et ayant une fonction de gérant, de temps à autre.

Parts Sociales de Classe C signifie les parts sociales de classe C de la Société, ayant une valeur nominale d'un penny (GBP 0,01) chacune, en circulation de temps à autre.

Majorité de Classe D signifie une décision des détenteurs de Parts Sociales de Classe D, prise à la majorité simple, chaque Part Sociale de Classe D ayant une voix.

Gérant de Classe D signifie un gérant nommé par une résolution des associés de la Société sur nomination par une Majorité de Classe D conformément à l'article 8.2 des Statuts, et ayant une fonction de gérant, de temps à autre.

Parts Sociales de Classe D signifie les parts sociales de classe D de la Société, ayant une valeur nominale d'un penny (GBP 0,01) chacune, en circulation de temps à autre.

Majorité de Classe signifie la Majorité de Classe A, la Majorité de Classe B, la Majorité de Classe C, ou la Majorité de Classe D, en fonction du contexte.

Avis de Classe a la signification qui lui est attribuée à l'article 7.10. des Statuts.

Comité a la signification qui lui est attribuée à l'article 11.1. des Statuts.

Sujets Réservés au Comité signifie les sujets suivants:

(a) le business plan pour le Groupe qui devra être établi et mis à jour annuellement et ensuite soumis à l'approbation du Conseil (l'évaluation de la performance du Groupe doit être évaluée par rapport au business plan à chaque réunion mais en faisant une évaluation plus poussée trimestriellement);

(b) le budget pour le Groupe devra être revu par le Comité et ensuite soumis à l'approbation du Conseil;

(c) tous les paiements de dépenses d'investissement et autres qui requièrent l'approbation du Conseil devront être revus par le Comité et ensuite être soumis à l'approbation du Conseil;

(d) la revue des coûts et des dépenses tel que requis par tout AMA;

(e) sur base de la ligne du temps prévue dans le business plan, les indicateurs de performance clés liés aux revenus seront revus par le Comité ainsi que les réductions de coûts et le NOI, les rapports continus et l'état des liquidités;

(f) le contrôle des violations réelles ou éventuelles des conditions des prêts constituant un manquement sous tout AMA qui peut être conclu de temps à autre;

(g) la nomination d'un poste à une fonction financière du Groupe;

(h) le droit de regard de toutes les informations fournies par le Conseiller, de la Société et/ou des détenteurs de Classe A une fois par période de 12 mois (pour chaque société) et dont les coûts (en cas de manquement important du AMA identifié ayant été commis par le Conseiller (ou tout successeur du gestionnaire de patrimoine)) par le gestionnaire de patrimoine ou autrement, par la Société; et

(i) le remplacement du gestionnaire de patrimoine en vertu des conditions de tout AMA conclu de temps à autre.

Société signifie Nido London S.à r.l.

Contrôle signifie par rapport à une entité le pouvoir d'exercer la majorité des droits de vote de cette entité, tant au niveau du conseil de gérance qu'au niveau des associés, soit directement soit indirectement (sous réserve des dispositions de toute dette senior et mezzanine pouvant être contractée de temps à autre par une ou plusieurs entités du Groupe).

DB signifie Deutsche Bank AG, London Branch.

Nominé DB signifie un Affilié de DB, une personne nommée par DB ou un gardien de DB ou d'une telle personne.

Prix Juste signifie par rapport à une Part Sociale, un certificat de parts sociales préférentielles, un certificat de parts sociales préférentielles obligatoirement rachetables ou un intérêt dans un Intérêt Majeur d'Endettement, sa valeur de marché, en supposant un acheteur consentant et un vendeur consentant et en ignorant si les intérêts à vendre représentent une majorité ou une minorité, mais en tenant compte des conditions de tout Accord d'Investissement qui peut être conclu de temps à autre et les présents Statuts pour les droits des Parts Sociales, d'un certificat de parts sociales préférentielles, d'un certificat de parts sociales préférentielles obligatoirement rachetables ou un intérêt dans l'Intérêt Majeur d'Endettement, tel que déterminé par un expert d'évaluation indépendant d'une banque d'investissement mondialement renommée ou société de comptables qui sera nommé par le Conseil.

Assemblée Générale a la signification attribuée à l'article 13.1. (i) des Statuts.

Groupe signifie la Société et chacune de ses filiales (directe ou indirecte).

Société de Participations a la signification qui lui est attribuée dans le Companies Act 2006 anglais (tel que modifié).

Membre Familial Immédiat signifie les parents, les frères et soeurs, conjoint, enfants, beaux-enfants et beaux-parents d'une personne.

Associé Initial de Classe A signifie Nina Student Investments LLC.

Associé Initial de Classe B signifie Deutsche Bank (Cayman) Limited.

Parties Initiales signifie (i) l'Associé Initial de Classe A, (ii) DB, (iii) Coral Student Portfolio (un compartiment de Coral Portfolio SCA SICAV SIF), (iv) l'Associé Initial de Classe B, (v) le(s) futur(s) investisseurs de la Société souscrivant à l'occasion de la Seconde Etape d'Achèvement, (vi) un Nominé DB qui participe à de la Seconde Etape d'Achèvement, et (vii) tout autre partie recevant dans le temps une cession de Parts Sociales de l'une de ces parties conformément à l'article 7.12.

Licences de Propriété Intellectuelle signifie la Licence IP Notting Hill, la Licence IP Spitalfields et la Licence IP Kings Cross et, chacune, une Licence de Propriété Intellectuelle.

Accord d'Investissement signifie tout accord d'investissement qui peut être conclu de temps à autre, entre la Société et toutes les Parties Prenantes gérant leurs droits et obligations respectifs dans la Société, tel que modifié dans le temps.

Cadre Clé a la signification qui lui est attribuée dans tout AMA.

Licence IP Kings Cross signifie tout accord de licence de propriété intellectuelle qui pourrait être conclu de temps à autres entre Nido Technology LLC et Nido Kings Cross Limited, tel que modifié dans le temps.

Loi signifie la loi luxembourgeoise du 10 août 1915, sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Réserve Légale a la signification attribuée à l'article 17.1. des Statuts.

Licenciés a la signification qui lui est attribuée dans la Licence de Propriété Intellectuelle pertinente, le cas échéant.

Intérêt Majeur d'Endettement signifie le plus grand intérêt d'endettement de la Société (sauf via la détention de certificats de parts sociales préférentielles ou de certificats de parts sociales préférentielles rachetables) déterminé au moment où l'Associé Initial de Classe A n'est plus l'associé unique de la Société et aussi longtemps que cette dette est en suspens.

Intérêt Majeur de PRECs signifie le plus grand intérêt des certificats de parts sociales préférentielles rachetables de la Société déterminé au moment où l'Associé Initial de Classe A n'est plus l'associé unique de la Société.

Résolutions Circulaires des Gérants a la signification attribuée à l'article 9.2.(xiii) des Statuts.

Merlin signifie Merlin XI, une société exemptée avec responsabilité limitée constituée dans les Iles Cayman sous le Companies Law (révision 2007) des Iles Cayman, enregistrée sous le numéro 212647 et ayant son siège social au c/o Turner & Roulstone Management Limited, Strathvale House, 90 North Church Street, P.O. Box 2636, Grand Cayman KYI-1102, Iles Cayman.

Intérêt Initial Minimal signifie les intérêts d'un montant total (calculé sur base de la valeur nominale) d'au moins GBP 3 millions sur les Parts Sociales, les certificats de parts sociales préférentielles, les certificats de parts sociales préférentielles rachetables, les intérêts sur l'Intérêt Majeur d'Endettement et/ou une autre forme de capital, une sûreté hybride ou de dette ou un instrument de la Société (directement ou indirectement via le détenteur de l'Intérêt Majeur de PRECs ou via une combinaison des deux).

Intérêt Minimal signifie les intérêts d'un montant total (calculé sur base de la valeur nominale) d'au moins GBP 20 millions sur les Parts Sociales, les certificats de parts sociales préférentielles, les certificats de parts sociales préférentielles rachetables, l'Intérêt Majeur d'Endettement et/ou une autre forme de capital, une sûreté hybride ou de dette ou un instrument de la Société.

NOI signifie le revenu net d'exploitation.

Autre Détenteur Notifiant a la signification qui lui est attribuée à l'article 7.8 des Statuts.

Licence IP Notthing Hill signifie tout accord de licence de propriété intellectuelle qui pourrait être conclu de temps à autres entre Nido Technology LLC et Nido Notting Hill Limited, tel que modifié dans le temps.

Avis de Prix a la signification qui lui est attribuée à l'article 7.8 des Statuts.

Cédant Proposé a la signification qui lui est attribuée à l'article 7.10 des Statuts.

Proportion de Parts Sociales de Classe A Concernées a la signification qui lui est attribuée à l'article 7.7 des Statuts.

Parts Sociales de Classe A Concernées a la signification qui lui est attribuée à l'article 7.7 des Statuts.

Cessionnaire de Parts Sociales de Classe A Concernées a la signification qui lui est attribuée à l'article 7.7 des Statuts.

Parts Sociales de Classe Concernées a la signification qui lui est attribuée à l'article 7.10 des Statuts.

Participation Concernée a la signification qui lui est attribuée à l'article 7.8 des Statuts.

Autres Intérêts Concernés a la signification qui lui est attribuée à l'article 7.10 des Statuts.

Prix Pertinent a la signification qui lui est attribuée à l'article 7.10 des Statuts.

Majorité des Associés Concernés signifie l'approbation de chacune des Majorité de Classe B, Majorité de Classe C et pour la Seconde Etape d'Achèvement, la Majorité de Classe D.

Cessionnaire Concerné a la signification qui lui est attribuée à l'article 7.10 des Statuts.

Seconde Etape d'Achèvement signifie l'exécution d'une vente d'un transfert des toutes les Parts Sociales de Classe D par l'Associé Initial à une Partie Prenante nouvelle ou existante.

Associé A Vendeur a la signification qui lui est attribuée à l'article 7.7 des Statuts.

Associés signifie les associés de la Société dans le temps (quelle que soit leur classe).

Sujets Réservés aux Associés signifie un des sujets suivants:

(a) toutes les modifications aux Statuts y compris notamment, toute modification des règles de gouvernance applicables au Conseil ou au Comité;

(b) l'émission de tout nouveau capital social de la Société (ou d'un membre du Groupe) (y compris en tout état de cause la prime d'émission, l'excédent de capital, ou tout autre apport fait au capital sans émission de parts sociales) ou les changements aux droits du capital social de la Société (ou d'un membre du Groupe) ou l'émission d'un titre de capital ou de créance ou de dette à des tiers (dans la mesure où ce sujet est de la compétence de l'Assemblée Générale en droit luxembourgeois); et

(c) la mise en liquidation volontaire, la liquidation ou la dissolution d'un membre du Groupe.

Licence IP Spitalfields signifie tout accord de licence de propriété intellectuelle qui pourrait être conclu de temps à autres entre Nido Technology LLC et Nido Spitalfields Limited, tel que modifié dans le temps.

Partie Prenante signifie tous les Associés, les détenteurs de certificats de parts sociales préférentielles et de certificats de parts sociales préférentielles rachetables émis de temps à autre (conformément aux Statuts et à tout Accord d'Investissement conclu de temps à autre) par la Société et le détenteur de l'Intérêt Majeur d'Endettement.

Souscription Subséquente signifie la souscription à de nouveaux certificats de parts sociales préférentielles de la Société lors de de la Seconde Etape d'Achèvement.

Filiale a la signification qui lui est attribuée dans le Companies Act 2006 anglais (tel que modifié).

Total des Fonds Propres signifie à tout moment, le montant en GBP égal à la somme (i) du montant principal des certificats de parts sociales préférentielles émis par la Société, (ii) le montant principal des certificats de parts sociales préférentielles rachetables émis par la Société, et (iii) la valeur nominale totale de toutes les Parts Sociales émises au moment concerné.

Ultime Répondant signifie Round Hill Capital LLC.

Groupe Entièrement Détenu signifie une entité et toute Société de Participations dont elle est une Filiale Entièrement Détendue et tous autres Filiales Entièrement Détendues d'une Société de Participations (y compris tout Filiale Entièrement Détendue de l'entité), étant entendu qu'une société est une Filiale Entièrement Détendue par une autre société si elle n'a pas d'autres associés que cette autre société et que Filiales entièrement détenues de cette autre société ou des personnes agissant pour le compte de cette autre société ou pour ses Filiales entièrement détenues.

Résolutions Ecrites des Associés a la signification attribuée à l'article 13.1.(ii) des Statuts.

## II. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

**Art. 2. Dénomination.** Le nom de la société est "Nido London S.à r.l." (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la Loi, ainsi que par les présents Statuts.

### Art. 3. Siège social.

3.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans cette même commune par décision du Conseil. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des Associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

3.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du Conseil. Lorsque le Conseil estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

### Art. 4. Objet social.

4.1. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.



4.2. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de tous types de titres et instruments de dette ou de capital, à savoir des certificats de parts sociales préférentielles ou des certificats de parts sociales préférentielles rachetables. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées (comprenant société mère et société soeur), ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

4.3. La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

4.4. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

#### **Art. 5. Durée.**

5.1. La Société est formée pour une durée indéterminée.

5.2. La Société ne sera pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs Associés.

### **III. Capital - Parts sociales**

#### **Art. 6. Capital.**

6.1. Le capital social est fixé à quinze mille Livres Sterling (GBP 15.000), représenté par un million quatre cent quatre-vingt-dix-neuf mille sept cents (1.499.700) Parts Sociales de Classe A, cent (100) Parts Sociales de Classe B, cent (100) Parts Sociales de Classe C et cent (100) Parts Sociales de Classe D, sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'un Penny (GBP 0,01) chacune.

6.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des Associés, adoptée selon l'article 7.11, les modalités requises pour la modification des Statuts et tout Accord d'Investissement conclu de temps à autre.

6.3. Sous réserve de tout Accord d'Investissement conclu de temps à autre, la Société peut créer un ou plusieurs comptes ou réserves de prime d'émission ou d'apport en capital, dont chacun peut être spécifiquement affecté et attaché à une classe particulière de part sociale.

#### **Art. 7. Parts sociales.**

7.1. Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul détenteur par part sociale.

7.2. Lorsque la Société a un Associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers sous réserve des dispositions d'un Accord d'Investissement conclu de temps à autre.

Les parts sociales sont librement cessibles entre Associés, sous réserve des dispositions de tout Accord d'Investissement conclu de temps à autre et aux articles 7.6 à 7.10 compris.

Lorsque la Société a plus d'un Associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers détenteurs est soumise (i) à l'accord préalable des Associés représentant au moins les trois-quarts du capital social, (ii) aux conditions mentionnées dans tout Accord d'Investissement conclu de temps à autre et (iii) aux articles 7.6 à 7.10 et 7.12 compris.

7.3. Une cession de parts sociales ne sera opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil luxembourgeois.

7.4. Un registre des Associés est tenu au siège social de la Société et peut être consulté à la demande de chaque Associé.

7.5. Sous réserve des dispositions de tout Accord d'Investissement conclu de temps à autre, la Société peut racheter ses propres parts sociales à condition:

(i) qu'elle ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet; ou

(ii) que le rachat résulte de la réduction du capital social de la Société,

et, en tout état de cause, ce rachat sera considéré comme un Sujet Réservé au Conseil ou un Sujet Réservé aux Associés.

#### **7.6. Parts Sociales de Classe A - Transférabilité**

(i) Aucune cession de Parts Sociales de Classe A ne peut avoir lieu si ce transfert peut déclencher un remboursement ou un paiement anticipé obligatoire, une accélération ou un défaut sous une facilité de crédit du Groupe de temps à autre, à moins qu'une renonciation ou que le consentement approprié n'ait été obtenu des prêteurs concernés.

(ii) Les Parts Sociales de Classe A peuvent uniquement être transférées à une personne qui:

(a) détient l'Intérêt Minimal; ou

(b) agit conformément aux instructions de, ou sur le conseil de, une ou plusieurs personnes qui, au total, détiennent l'Intérêt Minimal ou comprennent des personnes agissant comme un concert d'investisseurs qui, au total, détiennent l'Intérêt Minimal (cette position devant être confirmée par le Conseil); ou

(c) détiendra un Intérêt Minimal à la suite des transferts de certificats de parts sociales préférentielles, certificats de parts sociales préférentielles rachetables et / ou les intérêts de l'Intérêt Majeur d'Endettement à remplir en même temps que le transfert concerné de Parts Sociales de Classe A

#### 7.7. Emission de Parts Sociales - Droit de Première Offre

(i) Sans préjudice de l'article 7.6, si à tout moment, un détenteur de Parts Sociales de Classe A a l'intention de vendre, céder ou transférer tout ou partie des Parts Sociales de Classe A (ou tout intérêt dans les Parts Sociales de Classe A) (l'Associé A Vendeur), ce détenteur doit en notifier par écrit (un Avis de Vente de Part Sociale de Classe A) à la Société en indiquant:

(a) le nombre de Parts Sociales de Classe A et la nature des intérêts dans les Parts Sociales qu'il a l'intention de vendre, céder ou transférer (les Parts Sociales Concernées de Classe A);

(b) la proportion de Parts Sociales de Classe A détenue par l'Associé A Vendeur qu'il a l'intention de vendre, céder ou transférer (la Proportion de Parts Sociales de Classe A Concernées);

(c) le(s) nom(s) du/des cessionnaire(s) proposé(s) des Parts Sociales Concernées de Classe A; et

(d) le prix de la cession (le Prix de la Part Sociale de Classe A).

(ii) La Société doit envoyer une copie de l'Avis de Vente de Part Sociale de Classe A à toutes les autres Parties Prenantes.

(iii) Lorsque l'Avis de Vente de Part Sociale de Classe A a été donnée, l'Associé A Vendeur cédant doit être réputé avoir offert les Parts Sociales de Classe A Concernée à tous les détenteurs des Parts Sociales, certificats de parts sociales préférentielles, certificats de parts sociales préférentielles rachetables et intérêts dans l'Intérêt Majeur d'Endettement au Prix des Parts Sociales de Classe A et les articles 7.7(iv) à 7.7(vii) ci-dessous s'appliquent.

(iv) Toute offre mentionnée à l'article 7.7(iii) doit observer une période de 10 Jours Ouvrables à partir du moment où la Société a envoyé l'Avis de Vente de Part Sociale de Classe A aux Parties Prenantes.

(v) Si à l'expiration de la période d'offre mentionnée à l'article 7.7(iv), un détenteur de Parts Sociales, certificats de parts sociales préférentielles, certificats de parts sociales préférentielles rachetables ou intérêts dans l'Intérêt Majeur d'Endettement (un Cessionnaire de Parts Sociales de Classe A Concernées) a notifié l'Associé A Vendeur de son intention d'acheter les Parts Sociales de Classe A Concernées, alors l'Associé A Vendeur les transférera au Cessionnaire de Parts Sociales de Classe A Concernées contre paiement en numéraire du Prix des Part Sociales de Class A.

(vi) Si à l'expiration de la période d'offre mentionnée à l'article 7.7(iv), plus d'un Cessionnaire de Parts Sociales de Classe A Concernées notifie l'Associé A Vendeur son intention d'acheter les Parts Sociales de Classe A Concernées, alors ces Cessionnaires de Parts Sociales de Classe A Concernées se partageront les Parts Sociales de Classe A Concernées entre eux sur base de leur participation respective du Total des Fonds Propres contre paiement en numéraire de la proportion concernée du Prix des Parts Sociales de Classe A.

(vii) Si à l'expiration de la période d'offre mentionnée à l'article 7.7(iv), aucun détenteur de Parts Sociales, certificats de parts sociales préférentielles, certificats de parts sociales préférentielles rachetables ou intérêts dans l'Intérêt Majeur d'Endettement n'a notifié l'Associé A Vendeur son intention d'acheter les Parts Sociales de Classe A Concernées, alors et sous réserve du droit de sortie conjointe de l'article 7.8 ci-dessous, l'Associé A Vendeur sera libre de transférer les Parts Sociales de Classe A Concernées à des tiers à condition que le prix soit le Prix des Parts Sociales de Classe A ou un prix plus élevé et à la condition que les Parts Sociales de Classe A Concernées soient cédées dans une vente bona fide pour le prix indiqué lors du transfert sans aucune déduction, rabais ou permission alloué à l'acheteur.

(viii) Lors d'un changement de Contrôle d'un détenteur de Parts Sociales de Classe A, il doit être considéré qu'un Avis de Vente de Part Sociale de Classe A pour toutes les Parts Sociales de Class A à un Prix Juste a été donné.

#### 7.8. Parts Sociales de Classe A - Sortie Conjointe

(i) Si l'Associé A Vendeur est libre de céder les Parts Sociales de Classe A Concernées aux tiers conformément à l'article 7.7(vii) ci-dessus immédiatement après le délai d'expiration de la période d'offre mentionné à l'article 7.7(iv), la Société (via une décision du Conseil) nommera un expert indépendant afin de déterminer le Prix Juste de chaque classe de Part Sociale, certificats de parts sociales préférentielles, certificats de parts sociales préférentielles rachetables ou intérêts dans l'Intérêt Majeur d'Endettement, qui devra à son tour être notifié à chaque Partie Prenante (l'Avis de Prix).

(ii) Si une Partie Prenante souhaite transférer, au Prix Juste, tel que spécifié dans l'Avis de Prix, la Proportion de Parts Sociales de Classe A Concernées de sa détention en Parts Sociales, des certificats de parts sociales préférentielles, des certificats de parts sociales préférentielles obligatoirement rachetables ou tout autre dans l'Intérêt Majeur d'Endettement (la Participation Concernée), elle doit, dans les 10 Jours Ouvrables suivant la date de l'Avis de Prix, le notifier par écrit à l'Associé A Vendeur (un Autre Détenteur Notifiant).

(iii) Dans le cas où l'article 7.8 (ii) est d'application, l'Associé A Vendeur doit s'assurer que le(s) cessionnaire(s) des Parts Sociales de Classe A Concernées, acquière(nt) également, en numéraire, la Participation Concernée de l'Autre Détenteur Notifiant, au Prix Juste tel que spécifié dans l'Avis de Prix.

(iv) Aucune des Parts Sociales de Classe A ne peut être transférée autrement que de manière simultanée aux transferts des intérêts des Autres Parties à Notifier (afin d'éviter toute ambiguïté, l'Associé A Vendeur doit attendre la diffusion de l'Avis de Prix et ensuite, la période telle que prévue à l'article 7.8(ii) ci-dessus avant de pouvoir transférer les Parts Sociales de Classe A Concernées (ou tout autre intérêts)).

#### 7.9. Parts Sociales de Classe B, C et D - Cessibilité

(i) Les Parts Sociales de Classe B, C et D ne peuvent être cédées qu'à une personne qui:

(a) détient l'Intérêt Minimal;

(b) agit conformément aux instructions de, ou le conseil de, une ou plusieurs personnes qui, au total, détienne(nt) l'Intérêt Minimal ou comprend (comprennent) des personnes agissant comme un concert d'investisseurs qui, au total, détienne(nt) l'Intérêt Minimal (une telle situation étant confirmée par écrit par le Conseil); ou

(c) détiendra un Intérêt Minimal, à la suite de transferts de certificats de parts sociales préférentielles, des certificats de parts sociales préférentielles obligatoirement rachetables, ou des intérêts dans l'Intérêt Majeur d'Endettement qui doivent être réalisés en même temps que le transfert des Parts Sociales.

#### 7.10. Parts Sociales de Classe B, C et D - Droit de préférence

(i) Sans préjudice à l'article 7.9, si un détenteur de Parts Sociales de Classe B, de Classe C et/ou de Classe D, souhaite transférer quelconque de ces Parts Sociales (le Cédant Proposé), alors:

(a) le Cédant Proposé doit notifier par écrit la Société indiquant les mentions suivantes (l'Avis de Classe):

a. le nombre et la classe de Parts Sociales qu'il est proposé de transférer (les Parts Sociales de Classe Concernées);

b. les détails concernant les certificats de parts sociales préférentielles, les certificats de parts sociales préférentielles obligatoirement rachetables, ou des intérêts dans l'Intérêt Majeur d'Endettement qui doivent être réalisés en même temps que le transfert des Parts Sociales (les Autres Intérêts Concernés); et

c. le prix total proposé pour les Parts Sociales de Classe Concernées et les Autres Intérêts Concernés qu'il est proposé de transférer (le Prix Pertinent).

(b) dès que possible, la Société doit envoyer une copie de l'Avis de Prix à toute Partie Prenante; et

(c) le Cédant Proposé devra rencontrer et consulter la Majorité de Classe A dans un délai d'au moins 5 Jours Ouvrables avant la diffusion de l'Avis de Classe et doit discuter en toute bonne foi, et prendre en considération tout commentaire ou suggestion que pourrait avoir la Majorité de Classe A relatif aux cessionnaires (mais sans obligation d'implémenter ces commentaires).

(ii) Dans le cas où l'Avis de Classe est diffusé dans un délai ou à l'expiration d'une période de neuf mois à partir du 11 juin 2013, le Cédant Proposé, sera considéré comme ayant offert les Parts Sociales de Classe Concernées et des Autres Intérêts Concernés, au détenteur d'Intérêt Majeur de PRECs, au Prix Pertinent. Le détenteur d'Intérêt Majeur de PRECs, aura une période de 15 Jours Ouvrables à partir du jour où l'Avis de Classe est envoyé par la Société à la Partie Prenante, afin de notifier au Cédant Proposé qu'il souhaite accepter cette offre, et:

(a) s'il accepte l'offre, alors le Cédant Proposé transférera les Parts Sociales de Classe Concernées et les Autres Intérêts Concernés au détenteur d'Intérêt Majeur de PRECs moyennant le paiement du Prix Pertinent en numéraire; et

(b) s'il rejette l'offre (ou ne répond pas dans le délai de 15 Jours Ouvrables), alors le Cédant Proposé sera libre de céder les Parts Sociales de Classe Concernées à des tiers pendant les 90 jours suivants, sous réserve qu'il transfère également les Autres Intérêts Concernés (s'il est proposé d'en transférer) et le prix total sera le Prix Pertinent ou un prix plus élevé et sous réserve que la vente des Parts Sociales de Classe Concernées et les Autres Intérêts Concernés soient réalisés de bonne foi pour prix indiqué lors du transfert sans déduction, ristourne ou allocation accordée à l'acheteur.

(iii) Si l'Avis de Classe est diffusé après la période de neuf mois suivant le 11 juin 2013, le Cédant Proposé sera considéré comme ayant fait une offre de vente des Parts Sociales de Classe Concernées et les Autres Intérêts Concernés, à tout détenteurs de certificats de parts sociales préférentielles, les certificats de parts sociales préférentielles obligatoirement rachetables, ou des intérêts dans l'Intérêt Majeur d'Endettement, au Prix Juste et les articles 7.10(iv) à (vii) seront d'application.

(iv) Toute offre conformément à l'article 7.10(iii) doit rester ouverte pour une période de 30 jours à partir de la date d'envoi par la Société de l'Avis de Classe aux Parties Prenantes.

(v) Si à la date d'expiration de la période d'offre telle que spécifiée à l'article 7.10(iv), un détenteur de certificats de parts sociales préférentielles, les certificats de parts sociales préférentielles obligatoirement rachetables, ou d'intérêts dans l'Intérêt Majeur d'Endettement (le Cessionnaire Concerné) a notifié au Cédant Proposé qu'il souhaite acheter les Parts Sociales de Classe Concernées et les Autres Intérêts Concernés, le Cédant Concerné devra transférer les Parts Sociales de Classe Concernées et les Autres Intérêts Concernés au Cessionnaire Potentiel moyennant le paiement en numéraire du Prix Pertinent.

(vi) Si à la date d'expiration de la période d'offre telle que spécifiée à l'article 7.10(iv), plus d'un Cessionnaire Concerné ont notifié au Cédant Proposé qu'ils souhaitent acheter les Parts Sociales de Classe Concernées et les Autres Intérêts Concernés, alors ces Cédants Concernés se partageront les Parts Sociales de Classe Concernées et les Autres Intérêts

Concernés entre eux sur base de leur participation respective du Total des Fonds Propres augmenté de l'Intérêt Majeur d'Endettement contre paiement en numéraire de la proportion concernée du Prix Pertinent.

(vii) Si à la date d'expiration de la période d'offre mentionnée ci-dessus, aucun détenteur de certificats de parts sociales préférentielles, les certificats de parts sociales préférentielles obligatoirement rachetables, ou d'intérêts dans l'Intérêt Majeur d'Endettement n'a notifié le Cédant Proposé qu'il souhaite acquérir les Parts Sociales de Classe Concernées et les Autres Intérêts Concernés, le Cédant Proposé sera alors libre de céder les Parts Sociales de Classe Concernées et les Autres Intérêts Concernés à des tiers pendant les 90 jours suivants, sous réserve qu'il transfère également les Autres Intérêts Concernés (s'il est proposé d'en transférer) et le prix total soit le Prix Pertinent ou un prix plus élevé et sous réserve que la vente des Parts Sociales de Classe Concernées et les Autres Intérêts Concernés soit réalisée de bonne foi pour un prix tel qu'indiqué lors du transfert sans déduction, ristourne ou allocation accordée à l'acheteur.

#### 7.11. Emission d'actions - Droit préférentiel

(j) La Société ne peut pas émettre de nouvelles parts sociales sans que cela ait été approuvé par le Conseil, en tant que Sujet Réservé au Conseil, et par l'Assemblée Générale, en tant que Sujet Réservé aux Associés.

(ii) Sans préjudice à l'article 7.11 (i), la Société ne peut émettre de nouvelles parts sociales sous réserve que:

(a) une offre ait d'abord faite à toutes les Parties Prenantes au moins 30 jours avant la date à laquelle ils doivent participer à l'émission de nouvelles Parts Sociales; et

(b) si plusieurs Parties Prenantes souhaitent participer à l'émission, l'émission se fasse au pro rata de leurs parts proportionnelles dans le Total des Fonds Propres augmenté de l'Intérêt Majeur d'Endettement.

(iii) Aucune nouvelle Part Sociale de la Société ne pourra être émise à une personne autre qu'une Partie Prenante ou une personne qui:

(a) détient l'Intérêt Minimal; ou

(b) agit conformément aux instructions d'une ou plusieurs personnes qui, au total, détient (détiennent) l'Intérêt Minimal ou comprennent des personnes agissant comme un concert d'investisseurs qui, au total, détiennent l'Intérêt Minimal (une telle situation étant confirmée par écrit par le Conseil); ou

(c) détiendra un Intérêt Minimal, à la suite de transferts de certificats de parts sociales préférentielles, des certificats de parts sociales préférentielles obligatoirement rachetables, ou des intérêts dans l'Intérêt Majeur d'Endettement qui doivent être réalisés en même temps que le transfert des Parts Sociales.

#### 7.12. Cessions Autorisées - Groupe Entièrement Détenu

(i) Nonobstant tout autre disposition du présent article 7:

(a) un détenteur de Parts Sociales, certificats de parts sociales préférentielles, certificats de parts sociales préférentielles obligatoirement rachetables, ou intérêts dans l'Intérêt Majeur d'Endettement peut céder la totalité (mais non une partie seulement) des Parts Sociales, certificats de parts sociales préférentielles, certificats de parts sociales préférentielles obligatoirement rachetables, ou intérêts dans l'Intérêt Majeur d'Endettement à un autre membre de son Groupe Entièrement Détenu,

(b) l'Associé Initial de Classe B, un Nominé DB qui prend des Parts Sociales de Classe D à l'occasion de la Seconde Etape d'Achèvement, Merlin et/ou DB peut céder la totalité (mais non une partie seulement) des Parts Sociales, certificats de parts sociales préférentielles, certificats de parts sociales préférentielles obligatoirement rachetables, ou intérêts dans l'Intérêt Majeur d'Endettement à un autre de cette liste,

sans restriction.

(ii) Si détenteur de Parts Sociales, certificats de parts sociales préférentielles, certificats de parts sociales préférentielles obligatoirement rachetables, et/ou intérêts dans l'Intérêt Majeur d'Endettement cédés en vertu de l'article 7.12.(i) ci-dessus se retire du Groupe Entièrement Détenu auquel il appartient au moment du transfert effectué en vertu de l'article 7.12.(i) (ou, dans le cas de l'Associé Initial de Classe B, un Nominé DB qui prend des Parts Sociales de Classe D à l'occasion de la Seconde Etape d'Achèvement, ou Merlin, sa relation avec DB changeant), il doit, sans délai et avant qu'il cesse d'être un membre de ce Groupe Entièrement Détenu (ou que sa relation ait changé), informer la Société et les autres Parties Prenantes que cet événement va se produire et il devra céder ces Parts Sociales, certificats de parts sociales préférentielles, certificats de parts sociales préférentielles obligatoirement rachetables, et/ou intérêts dans l'Intérêt Majeur d'Endettement à un membre du Groupe Entièrement Détenu auquel il appartient avant ce transfert (ou, dans le cas de l'Associé Initial de Classe B, un Nominé DB qui prend des Parts Sociales de Classe D à l'occasion de la Seconde Etape d'Achèvement, et/ou Merlin, il devra céder à DB ou un Nominé de DB).

## IV. Gestion - Représentation

### Art. 8. Nomination et Révocation des gérants.

8.1 Les gérants sont nommés par une résolution des Associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas nécessairement être Associés.

8.2 Sous réserve de l'article 14 (i) et des articles 8.4, 8.5, 8.6 et 8.7, le Conseil devra toujours être composé d'au moins 3 gérants et au maximum 5 gérants (qui ne doivent pas être associés de la Société) et dont:

(i) deux gérants devront être nommés à partir d'une liste de candidats présentée par la Majorité de Classe A (les Gérants de Classe A);

(ii) un gérant devra être nommé à partir d'une liste de candidats présentée par la Majorité de Classe B (les Gérants de Classe B);

(iii) un gérant devra être nommé à partir d'une liste de candidats présentée par la Majorité de Classe C (les Gérants de Classe C); et

(iv) un gérant devra être nommé à partir d'une liste de candidats présentée par la Majorité de Classe D (les Gérants de Classe D),

sous réserve que chaque gérant nommé devra démontrer une expérience raisonnable et/ou des compétences adéquates pour ce rôle et, à condition qu'une majorité de gérants soient professionnellement établis au Luxembourg.

8.3 Sous réserve du pouvoir discrétionnaire du Conseil (avec le gérant concerné ne votant pas sur la décision) et (dans la mesure de ce qui est requis par le droit luxembourgeois) de l'approbation de l'Assemblée Générale, un gérant aura droit à une rémunération pour les services rendus.

8.4 Si à tout moment, les Parts Sociales de Classe A comprenant la Majorité de Classe A sont détenues par une ou plusieurs personnes:

(i) autre que le Conseiller, ou si le mandat du Conseiller selon tout AMA prend fin conformément à ses conditions, alors la Majorité de Classe A aura uniquement le droit de proposer la nomination d'une personne (étant un Gérant de Classe A) au poste de gérant de la Société (et un membre de chaque comité du Conseil); et/ ou

(ii) qui, avec toute autre personne dont le bénéficiaire à cent pour cent, direct ou indirect, est Michael Bickford, détienn(e)nt, un montant total d'intérêt (calculé en valeur nominale) en certificats de parts sociales préférentielles, en certificats de parts sociales préférentielles obligatoirement rachetables, ou en intérêts dans l'Intérêt Majeur d'Endettement de moins de GBP 3 millions, alors la Majorité de Classe A aura alors uniquement le droit de proposer la nomination d'une personne (étant un Gérant de Classe A) au poste de gérant de la Société (et un membre de tous les comités du Conseil),

sous réserve que si les deux paragraphes (i) et (ii) s'appliquent, alors la Majorité de Classe A perdra le droit de nommer un gérant de la Société et il n'y aura pas de Gérants de Classe A.

8.5 Nonobstant l'article 8.2:

(i) tant que l'Associé Initial de Classe A détient des Parts Sociales de Classe D (y compris pendant la période allant jusqu'à la Seconde Etape d'Achèvement), la Majorité de Classe D n'aura pas le droit de proposer la nomination d'une personne en tant Gérant de Classe D (ou un membre du Comité) et il n'y aura pas de Gérants de Classe D (sous réserve de l'article 8.5(ii) ci-dessous), jusqu'à ce que l'Associé Initial de Classe A cède plus de la moitié de ses Parts Sociales de Classe D aux personnes autres que l'Associé Initial de Classe B, de telle sorte qu'il n'appartient plus à la Majorité de Classe D (y compris, à la réalisation de la Seconde Etape d'Achèvement); et

(ii) dans le cas où, l'Associé Initial de Classe B et/ou un Nominé DB réalise une Souscription Conséquente, la Majorité de Classe D n'aura pas le droit de proposer la nomination d'une personne en tant Gérant de Classe D et, il n'y aura pas de Gérants de Classe D (ou membre d'un comité nommé par la Majorité de Classe D) jusqu'à la première des dates suivantes:

(a) l'Associé Initial de Classe B, DB ou un Nominé DB cédant plus de la moitié des Parts Sociales de Classe D à une personne autre que DB ou un Nominé DB, de telle sorte que DB n'appartient plus à la Majorité de Classe D;

(b) (A) l'Associé Initial de Classe B cédant plus de la moitié des Parts Sociales de Classe B à une personne autre que l'Associé Initial de Classe B autre que DB ou un Nominé DB, de telle sorte qu'il n'appartient plus à la Majorité de Classe B et (B) le Gérant de Classe B nommé par la Majorité de Classe B ne soit pas un employé de DB ou une de ses entités Affiliées,

auquel moment, dans chaque cas, le droit de la Majorité de Classe D de proposer la nomination d'un Gérant de Classe D et un membre de tout comité autre que le Comité (sauf décision contraire du Comité), deviendra effectif.

8.6 A l'exception des Parties Initiales, dans le cas où, une ou plusieurs personnes, comprenant une Majorité de Classe:

(i) ne comporte pas une ou plusieurs personnes qui, au total, détiennent l'Intérêt Minimal; ou

(ii) n'agit pas selon les instructions de, ou en tant que conseiller de, une ou plusieurs personnes, qui, au total, détiennent l'Intérêt Minimal ou comprenant des personnes agissant en tant que consortium d'investisseurs détenant, au total, l'Intérêt Minimal (une telle position devant être confirmé par écrit, par le Conseil),

cette (ces) personne(s) n'aura (n'auront) plus le droit de nommer une personne au poste de gérant conformément à l'article 8.2 ci-dessus ou tout membre du Comité ou de tout autre comité jusqu'à ce que une des conditions décrites ci-dessus a été satisfaite.

8.7 Dans le cas où une des Parties Initiales comprend une Majorité de Classe, et:

(i) ne détient pas de l'Intérêt Initial Minimal; ou

(ii) n'agit pas selon les instructions de, ou en tant que conseiller de, une ou plusieurs personnes, qui, au total, détiennent l'Intérêt Initial Minimal ou comprenant des personnes agissant en tant que consortium d'investisseurs détenant, au total, l'Intérêt Initial Minimal (une telle position devant être confirmé par écrit, par le Conseil),

cette Partie Initiale n'aura plus le droit de nommer une personne au poste de gérant conformément à l'article 8.2 ci-dessus jusqu'à ce que une des conditions décrites ci-dessus ait été satisfaite, sous réserve que les intérêts de DB, l'Associé



Initial de Classe B et tout Nominé DB seront cumulés au moment du calcul conformément aux paragraphes 8.7(i) et (ii) ci-dessus.

8.8 Chaque Associé Nommant doit supporter tous les frais et les coûts associés à la nomination et à la révocation du gérant nommé par lui qui n'a pas sa résidence professionnelle à Luxembourg, et les frais et coûts liés à la nomination et à la révocation d'un gérant qui a sa résidence professionnelle à Luxembourg seront supportés par la Société.

8.9 Sous réserve de l'article 8.10 et de tout Accord d'Investissement pouvant être conclu de temps à autre, les gérants peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans cause, par une résolution des associés prise conformément aux dispositions de l'article 8.

8.10 Seul l'Associé Nommant pourra (i) proposer la révocation d'un gérant (qu'il avait proposé à la nomination, et exerçant ses fonctions en tant que gérant, conformément à l'article 8.2) par une résolution des Associés et (ii) (sous réserve des articles 8.4, 8.5, 8.6 et 8.7) propose de nommer par résolution des Associés, un nouveau gérant afin de le remplacer, par notification écrite à la Société et aux autres Associés.

## **Art. 9. Conseil.**

### **9.1. Pouvoirs du Conseil**

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts aux Associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Sans préjudice de l'article 9.1. (i), le Conseil aura la responsabilité de la supervision générale et la gestion de la Société. Les fonctions du Conseil comprennent (entre autres) ce qui suit:

- (a) de fonctionner comme la gestion et l'organe de décision de la Société;
- (b) d'approuver le budget et le business plan du Groupe;
- (c) d'approuver tout écart fait au business plan approuvé;
- (d) d'approuver la conclusion de contrats importants; et
- (e) préparer les comptes pour approbation en Assemblée Générale; et
- (f) revoir les activités des Filiales de la Société et tout problèmes matériels, faits ou circonstances survenant avec une Filiale.

(iii) Le Conseil peut déléguer des pouvoirs spéciaux ou limités à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

### **9.2. Procédure**

(i) Sous réserve de l'article 9.2(v), le quorum pour une réunion du Conseil doit être un nombre de gérants qui est de un en moins que le nombre total de gérants (sauf si il n'y a que deux gérants auquel cas, les deux gérants doivent être présents). Si le quorum n'est pas atteint alors la réunion est ajournée à une nouvelle réunion dans un délai de 3 Jours Ouvrables, dont la convocation sera envoyée à tous les gérants le plus rapidement possible. Le quorum pour cette réunion restera un nombre de gérants qui est de un en moins que le nombre total de gérants (sauf si il n'y a que deux gérants auquel cas, les deux gérants doivent être présents).

(ii) Sauf si tous les membres du Conseil ou comité (notamment en tout état de cause tous ceux qui ne sont pas présents lors de la réunion du comité ou du Conseil concerné) n'en conviennent autrement, aucune affaire ne peut être discutée à aucune réunion du Conseil (ou comité du Conseil) autre que celles spécifiées dans l'ordre du jour dont il est fait référence à l'article 9.2 (vii), à la condition toujours, que si aucun Gérant de Classe B, Gérant de Classe C et/ou Gérant de Classe D n'ait été nommé et/ou aucun membre du comité pertinent n'ait été nommé, le consentement de la Majorité de Classe concernée est également requis avant que les affaires non spécifiées dans l'ordre du jour puissent être discutées.

(iii) Sous réserve de l'article 9.2 (v), les résolutions du Conseil seront prises à la majorité simple des voix, sauf celles en lien avec les Sujets Réservés au Conseil.

(iv) Sous réserve de l'article 9.2 (v), tout Sujet Réservé au Conseil devant être adopté par le Conseil requiert le vote positif du nombre de gérants qui est de un moins que le nombre total des gérants (sauf s'il n'y a que deux gérants, auquel cas les deux gérants doivent approuver le sujet).

(v) Les Gérants de Classe A sont considérés comme ayant un conflit d'intérêt et ne seront pas en mesure de voter sur les décisions du Conseil concernant:

(i) des conflits entre la Société et (des questions relatives à l'exécution du droit de la Société contre) le Conseiller (ou tout autre Affilié du Répondant Ultime ou de l'Associé Initial de Classe A qui est un successeur ou remplaçant du gestionnaire de patrimoine) ou Nido Management UK Limited (ou tout autre Affilié du Répondant Ultime ou de l'Associé Initial de Classe A qui est un successeur ou un remplaçant de l'agent immobilier) ou Nido Technology LLC (ou un autre Affilié de l'Ultime Répondant ou de l'Associé Initial de Classe A) qui est un concédant successeur en vertu des Licences de Propriété Intellectuelle; et/ou

(ii) tout autre sujet pour lequel les Gérants de Classe A sont sujets à un conflit d'intérêt tangible selon les autres gérants à cette réunion (agissant de manière raisonnable et, si exercé, les motifs écrits seront fournis aux Gérants de Classe A dans un délai raisonnablement réalisable après prise de la décision quant à savoir si un conflit d'intérêt tangible existe) en vertu des intérêts d'un Affilié du Répondant Ultime ou de l'Associé Initial de Classe A selon le AMA, un ou plusieurs accords de gestion immobilière (ou tous accords de gestion immobilière succédant ou remplaçant de temps à autre) ou un ou plusieurs Licences de Propriété Intellectuelle.

et les Gérants de Classe A ne peuvent être pris en compte dans le calcul des votes requis et du quorum pour de telles décisions.

(vi) Une réunion du Conseil doit être convoquée à Luxembourg et tenue au moins six fois par année calendaire.

(vii) Dans la mesure du possible, l'heure et le lieu des réunions régulières du Conseil seront tenues au début de chaque année calendaire. Cependant, en cas où une réunion du Conseil ad hoc est requise pour une quelconque raison, il doit être envoyé au moins cinq jours Ouvrables fermes à tous les gérants de la Société (à moins que tous les gérants y renoncent ou réduisent le délai par écrit ou par email) une convocation écrite à toute réunion du Conseil accompagnée par un ordre du jour écrit indiquant l'ordre du jour de ladite réunion et les copies de tous les documents pertinents y compris une copie des comptes de gestion mensuels et des prévisions de flux de trésorerie de la Société et du Groupe.

(viii) Le Conseil se réunit sur convocation de tout gérant, au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui (sans préjudice de l'article 9.2. (xi)) en principe sera au Luxembourg. Dans l'absence de toute autre spécification quant au lieu, chaque réunion du Conseil se tiendra au siège social de la Société à Luxembourg.

(ix) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et si chacun d'eux déclare avoir parfaitement connaissance de l'ordre du jour de la réunion du Conseil.

(x) Un gérant peut donner une procuration à un autre gérant afin de le représenter à toute réunion du Conseil en son absence et ce gérant nommant devra diriger le gérant nommé à l'avance sur le sens du vote à exercer.

(xi) Tout gérant peut participer à toute réunion par téléphone ou visio-conférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler et pour autant que le gérant ne soit pas présent au Royaume Uni au moment de cette participation. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue au siège social de la Société et, dans tous les cas, à Luxembourg.

(xii) A chaque réunion du Conseil:

(a) il sera présenté au Conseil des mises à jour du budget et du business plan pour le Groupe; et

(b) le Comité fournira au Conseil un inventaire de leur avis sur les questions relevant de leur champ de compétences (y compris, le cas échéant, des opinions différentes des membres du Comité s'il y en a).

(xiii) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (des Résolutions Circulaires des Gérants) sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

(xiv) Les réunions du Conseil se feront en anglais, les minutes du Conseil se feront en anglais et seront rédigées par les Gérants de Classe A et approuvées et signées par chaque gérant présent aux réunions dès que possible suivant la date de telle réunion.

### 9.3. Représentation

(i) Sous réserve de l'article 14 et sans préjudice des Sujets Réservés au Conseil (et dans la mesure nécessaire, des Sujets Réservés aux Associés), la Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par les signatures conjointes (i) d'un Gérant de Classe A et (ii) de deux gérants parmi les Gérants de Classe B, Gérants de Classe C et Gérant de Classe D.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toute(s) personne(s) à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués par le Conseil.

**Art. 10. Responsabilité des gérants.** Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

## V. Comité

### Art. 11. Rôle, Nomination et Assemblées.

11.1 Un comité (le Comité) doit examiner et discuter de la performance des entreprises et des initiatives de gestion immobilières, dont les résultats seront communiqués au Conseil de la Société comme visé à l'article 9.

11.2 Sous réserve des articles 8.4., 8.5, 8.6 et 8.7, le Comité et tout autre comité de la Société est composé de:

(i) un membre nommé par la Majorité de Classe A;

(ii) un membre nommé par la Majorité de Classe B;

(iii) un membre nommé par la Majorité de Classe C; et

(iv) un membre nommé par la Majorité de Classe D, étant entendu que (sauf décision contraire du Comité), la Majorité de Classe D ne nommera pas de membre du Comité.

11.3 Le Comité ne devra pas se réunir moins d'une fois par mois durant la première année à partir de la date à laquelle l'Associé Initial de Classe A n'est plus l'associé unique de la Société et, par la suite, à la discrétion de ses membres mais pas moins d'une fois par trimestre, afin d'examiner et discuter des Sujets Réservés au Comité.

11.4 Le quorum de toutes les réunions du Comité requiert la présence de tel nombre de membres du Comité consultatif qui un en moins que le nombre normal de membres du Comité.

11.5 Articles 9.2(ii), (vii), (ix), (xi) and (xiv) s'appliquent mutatis mutandis aux réunions du Comité.

**Art. 12. Pouvoirs.** Le Comité Consultatif ne doit pas avoir de pouvoirs de gestion ou d'autorité à l'égard du Conseil ou de la Société. Toutes les recommandations doivent être approuvés par le Conseil pour entrer en vigueur comme décisions du Conseil.

## VI. Associé(s)

### Art. 13. Assemblées générales des Associés et Résolutions écrites des Associés.

#### 13.1 Pouvoirs et droits de vote

(i) Sauf lorsque des résolutions sont adoptées conformément à l'article 13.1. (ii), les résolutions des Associés sont adoptées en assemblée générale des Associés (chacune une Assemblée Générale).

(ii) Si le nombre des associés de la Société ne dépasse pas vingt-cinq (25), les résolutions des Associés peuvent être adoptées à l'unanimité par écrit (des Résolutions Ecrites des Associés).

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

#### 13.2 Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les Associés peuvent être convoqués aux Assemblées Générales à l'initiative du Conseil. Le Conseil doit convoquer une Assemblée Générale à la demande d'un Associé.

(ii) Une convocation écrite détaillée à toute Assemblée Générale ainsi que les documents de support pour chaque point de l'ordre du jour sont donnés à tous les Associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf dans les cas où l'article 13.2(v) s'applique.

(iii) Si des résolutions sont adoptées par écrit, le Conseil communique le texte des résolutions à tous les Associés. Les Associés votent par écrit et envoient leur vote à la Société endéans le délai fixé par le Conseil et la date de la résolution est la date de la dernière signature.

(iv) Les Assemblées Générales sont tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

(v) Si tous les Associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(vi) Un Associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne (Associé ou non), afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vii) Le quorum pour une Assemblée Générale requiert les détenteurs d'une majorité des Parts Sociales de Classe A et deux des trois quorums suivants (a) les détenteurs d'une majorité des Parts Sociales de Classe B, (b) les détenteurs d'une majorité des Parts Sociales de Classe C, et (d) les détenteurs d'une majorité des Parts Sociales de Classe D.

(viii) Les décisions de l'Assemblée Générale sont adoptées par les Associés détenant plus de la moitié du capital social, sauf dans les cas où la Loi requiert une plus grande majorité ou, pour les Sujets Réservés aux Associés, les décisions ne seront valides que si adoptées par une Majorité des Associés Concernés.

(ix) Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale, les Associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale dans les (8) huit jours qui précèdent la date de cette seconde Assemblée Générale, sauf en cas d'application de l'article 13.2(v). Le quorum pour cette seconde Assemblée Générale requiert les détenteurs d'une majorité des Parts Sociales de Classe A et deux des trois quorums suivants (a) les détenteurs d'une majorité des Parts Sociales de Classe B, (b) les détenteurs d'une majorité des Parts Sociales de Classe C, et (d) les détenteurs d'une majorité des Parts Sociales de Classe D, et les décisions de cette seconde Assemblée Générale sont adoptées par les Associés détenant plus de la moitié du capital social, sauf dans les cas où la Loi requiert une plus grande majorité ou, pour les Sujets Réservés aux Associés, les décisions ne seront valides que si adoptées par une Majorité des Associés Concernés.

(x) Les Statuts ne peuvent être modifiés qu'avec le consentement de la majorité (en nombre) des Associés détenant au moins les trois-quarts du capital social, y compris la Majorité des Associés Concernés.

(xi) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un Associé dans la Société exige le consentement unanime des Associés.

(xii) Des Résolutions Ecrites des Associés sont adoptées à l'unanimité et porteront la date de la dernière signature reçue endéans le délai fixé par le Conseil.

(xiii) Le quorum pour toute réunion d'une classe de parts sociales particulière afin de déterminer une Majorité de Classe ne requerra qu'une majorité des membres de la classe. Une décision d'une Majorité de Classe peut aussi être atteinte par une simple majorité de cette classe signant un consentement écrit.

**Art. 14. Associé unique.** Quand, en vertu d'un Accord d'Investissement conclu de temps à autre, il n'y a qu'un seul Associé ou dans le cas où le nombre des Associés est réduit à un, sous réserve de cet Accord d'Investissement:

(i) Le Conseil peut être composé de deux ou plus de gérants.

(ii) Il n'y aura pas de classes de gérants et aucune des dispositions des Statuts relatives à des classes de gérants ne s'appliquent.

(iii) La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par la signature de tout gérant.



(iv) l'Associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale.

(v) La Section (V) des Statuts ne s'applique pas.

(vi) Toute référence dans les Statuts aux Associés, à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Ecrites des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'Associé unique ou aux résolutions de ce dernier, le cas échéant, et aucune distinction ne peut être faite entre les classes d'Associés.

(vii) Les résolutions de l'Associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

## VII. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

### Art. 15. Exercice social et Approbation des comptes annuels.

15.1 L'exercice social commence le premier (1) janvier et se termine le trente et un (31) décembre de chaque année.

15.2 Chaque année, le Conseil doit dresser le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des gérants et des Associés envers la Société.

15.3 Tout Associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

15.4 Le bilan et le compte de profits et pertes doivent être approuvés dans les six mois qui suivent la fin de l'exercice social à l'Assemblée Générale en vertu d'un Accord d'Investissement qui est conclu de temps à autre.

### Art. 16. Commissaires / Réviseurs d'entreprises.

16.1 Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés, dans les cas prévus par la Loi ou par un Accord d'Investissement conclu de temps à autre. Les Associés nomment les réviseurs d'entreprises agréés, s'il y a lieu, et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat.

16.2 Si la Société a plus de vingt-cinq (25) associés, ses opérations sont surveillées par un ou plusieurs commissaires, à moins que la loi ne requière la nomination d'un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés. Les commissaires sont sujets à la renomination par l'Assemblée Générale annuelle. Ils peuvent être Associés ou non.

### Art. 17. Affectation des bénéfices.

17.1 Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi (la Réserve Légale). Cette affectation cesse d'être exigée quand la Réserve Légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

17.2 Les Associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels (c'est-à-dire, en tout état de cause, après le paiement des montants cumulés ou dus dans le cadre de toute dette y compris les certificats de parts sociales préférentielles et les certificats de parts sociales préférentielles rachetables) et peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter, mais toujours en respectant les dispositions légales applicables et les stipulations de tout Accord d'Investissement conclu dans le temps.

17.3 Tout montant à distribuer aux Associés doit être distribué de la manière suivante:

(i) 90% du montant distribuable est versé aux détenteurs des Parts Sociales de Classe A (alloué parmi ces détenteurs en proportion de leur participation respective dans les Parts Sociales de Classe A); et

(ii) le montant restant distribuable est versé à tous les Associés (alloué parmi les Associés en proportion de leur participation respective dans la Société).

17.4 Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;

(ii) ces comptes intérimaires doivent montrer que suffisamment de bénéfices et autres réserves (y compris la prime d'émission) sont disponibles pour une distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la Réserve Légale;

(iii) la décision de distribuer les dividendes intérimaires doit être adoptée par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires;

(iv) les dividendes intérimaires peuvent être distribués conformément à l'article 17.3 ci-dessus; et

(v) compte tenu des actifs de la Société, les droits des créanciers de la Société ne doivent pas être menacés.

Si les dividendes intérimaires qui ont été distribués excèdent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, le Conseil a le droit de réclamer le remboursement des dividendes intérimaires ne correspondant pas à des bénéfices réellement acquis et les Associés doivent immédiatement reverser l'excès en proportion à la Société à la demande du Conseil.

## VIII. Dissolution - Liquidation

18.1 La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des Associés adoptée par la majorité (en nombre) des Associés détenant au moins les trois-quarts du capital social plus la Majorité des Associés Concernés. Les Associés nommeront un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être Associés, pour réaliser la liquidation et détermineront

leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des Associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

18.2 Sauf disposition contraire dans un Accord d'Investissement, le boni de liquidation (s'il y en a), après la réalisation des actifs et le paiement des dettes est distribué aux Associés conformément à l'article 17.3.

### IX. Dispositions Générales

19.1 Les convocations et communications, ainsi que les renonciations à celles-ci, peuvent être faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Ecrites des Associés peuvent être établies par écrit, par télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

19.2 Les procurations peuvent être données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

19.3 Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants, des résolutions adoptées par le Conseil par téléphone ou visioconférence et des Résolutions Ecrites des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

19.4 Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la Loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord présent ou futur conclu entre les Associés. En cas de divergences entre les Statuts et un Accord d'Investissement qui aurait été conclu de temps à autre, cet Accord d'Investissement prévaudra sur les Statuts entre la Société et les Parties Prenantes dans la mesure permise par la Loi."

#### *Quatrième résolution*

L'Associé Unique décide d'autoriser et de donner pouvoir à tout gérant de la Société, chacun agissant individuellement, avec plein pouvoir de substitution, pour procéder, pour le compte de la Société, à la mise à jour du registre des associés de la Société afin de refléter les changements ci-dessus et à l'enregistrement en particulier, (i) de la diminution de la valeur nominale et l'augmentation du nombre des parts sociales et (ii) la création de quatre classes de parts sociales dans le registre des associés de la Société.

Le notaire soussigné, qui comprend l'anglais, déclare qu'à la demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivie d'une version française et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

En foi de quoi le présent acte est fait à Echternach, date qu'en tête des présentes.

Le document après avoir été lu au mandataire de la partie comparante, elle a signé avec nous, le notaire, le présent acte original.

Signé: P. SIMON, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 12 juin 2013. Relation: ECH/2013/1084. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 13 juin 2013.

Référence de publication: 2013077995/1695.

(130096212) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juin 2013.

---

### **ChloroPhil SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 167.735.

#### *Extrait des résolutions prises lors du conseil d'administration du 23 mai 2013*

Est nommé administrateur:

- Monsieur Luc HANSEN, licencié en administration des affaires, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L - 1653 Luxembourg, en remplacement de Monsieur Christophe BLANCHE, administrateur démissionnaire en date du 22 mai 2013.

Monsieur Luc HANSEN continuera le mandat de l'administrateur démissionnaire jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire durant laquelle cette cooptation sera soumise à ratification.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 14 juin 2013.

Référence de publication: 2013077689/16.

(130096161) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juin 2013.

---

**Snack Mondial S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4141 Esch-sur-Alzette, 65, rue Victor Hugo.  
R.C.S. Luxembourg B 117.704.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013078102/10.

(130096389) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juin 2013.

---

**PHND S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 88.480,93.**

Siège social: L-1249 Luxembourg, 15, rue du Fort Bourbon.  
R.C.S. Luxembourg B 139.205.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour PHND S.à r.l.*

Référence de publication: 2013078040/10.

(130095856) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juin 2013.

---

**HSE & GM Consulting S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1251 Luxembourg, 6, avenue du Bois.  
R.C.S. Luxembourg B 175.797.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Echternach, le 13 juin 2013.

Référence de publication: 2013077854/10.

(130096078) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juin 2013.

---

**OAshi S. à r. l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6614 Wasserbillig, 10, rue du Bocksberg.  
R.C.S. Luxembourg B 108.373.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Echternach, le 13 juin 2013.

Référence de publication: 2013078010/10.

(130096079) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juin 2013.

---

**Agricom S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-7410 Angelsberg, 8-10, rue de Mersch.  
R.C.S. Luxembourg B 63.761.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue à Luxembourg, extraordinairement en date du 10 juin 2013 à 11.00 heures*

Le mandat du réviseur d'entreprises agréé la société Fidewa-Clar S.A., inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 165 462, avec siège social à L - 3364 Leudelange, 2-4, Rue du Château d'Eau est renouvelé jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de l'an 2014.

Pour extrait sincère et conforme  
*Un administrateur*

Référence de publication: 2013078257/14.

(130096733) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2013.

---

**Acanthus Foundation S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 18-20, rue Gabriel Lippmann.  
R.C.S. Luxembourg B 104.489.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Agent domiciliataire*

Référence de publication: 2013078247/10.

(130097433) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2013.

---

**Acqua Marcia International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1650 Luxembourg, 10, avenue Guillaume.  
R.C.S. Luxembourg B 132.464.

Je me réfère à ma lettre du 30 avril 2013, par la présente, je vous prie de bien vouloir accepter ma démission de mon mandat d'administrateur auprès de votre société, avec effet au 1<sup>er</sup> mai 2013.

Luxembourg, le 2 mai 2013.

Davide Montagna.

Référence de publication: 2013078249/10.

(130096948) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2013.

---

**Adya, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**

Siège social: L-3321 Berchem, 26, rue Hans Adam.  
R.C.S. Luxembourg B 108.774.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013078252/10.

(130097547) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2013.

---

**Actincom Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8052 Bertrange, 9, rue des Aubépines.  
R.C.S. Luxembourg B 164.042.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 mai 2013.

M. Jean-Jacques ANDRE

*Gérant*

Référence de publication: 2013078250/12.

(130097262) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2013.

---

**Dacapo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 90.554.

*Auszug aus der Beschlussfassung des alleinigen Gesellschafters vom 14.06.2013*

Das Mandat des zugelassenen Wirtschaftsprüfers, PricewaterhouseCoopers S.à r.l. mit Sitz in 400, Route d'Esch, L-1471 Luxembourg wird rückwirkend zum 01.01.2006 widerrufen.

Luxemburg, den 14.06.2013.

Dacapo S.à r.l.

Référence de publication: 2013078426/12.

(130097199) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2013.

---

**Ascendum S.A., Société Anonyme,  
(anc. Sheridan Invest S.A.).**

**Capital social: EUR 125.000,00.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.  
R.C.S. Luxembourg B 159.295.

Le bilan de la société au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.  
Pour la société  
Un mandataire

Référence de publication: 2013077628/12.

(130095951) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juin 2013.

---

**Confédération Caritas Luxembourg A.s.b.l., Confédération luxembourgeoise d'oeuvres catholiques de charité et de solidarité association sans but lucratif, Association sans but lucratif.**

Siège social: L-2730 Luxembourg, 29, rue Michel Welter.  
R.C.S. Luxembourg F 1.192.

*Changements des statuts Confédération luxembourgeoise d'oeuvres catholiques de charité et de solidarité, association sans but lucratif*

L'Assemblée générale tenue le 10 octobre 2012 a approuvé des modifications - marquées en italique - à l'article 1<sup>er</sup> et aux articles 2, 9, 11 et 15 dont la nouvelle teneur est la suivante:

**Art. 1<sup>er</sup>.** L'association prend la dénomination "Confédération luxembourgeoise d'oeuvres catholiques de charité et de solidarité, association sans but lucratif", en abrégé "Confédération Caritas Luxembourg a.s.b.l.". Elle est désignée ci-après: "la confédération".

Dans toutes ses activités, la confédération a aussi le droit d'utiliser l'une des dénominations suivantes: "Lëtzebuenger Caritasverband"; "Luxemburger Caritasverband"; "Confederação Caritas Luxemburgo"; "Confédération Caritas Luxembourg".

Son siège social est établi à Luxembourg. Sa durée est illimitée.

**Art. 2.** La confédération a pour objet:

- l'accompagnement et le conseil de ses membres dans les domaines théologiques, et notamment l'enseignement social de l'Eglise;
- l'accompagnement et le conseil concernant des questions d'ordre éthique et moral;
- la concertation de ses membres sur les grandes questions de la société;
- la recherche liée aux questions sociales, sanitaires, éducatives et connexes.

La confédération pourra effectuer toutes les opérations mobilières et immobilières généralement quelconques, susceptibles de contribuer à faciliter l'accomplissement de son objet.

Son action s'oriente selon la vision chrétienne de l'homme, les valeurs de l'Evangile et la doctrine sociale de l'Eglise catholique. Elle se doit de s'engager pour le bien-être des hommes et des femmes, quels que soient leur origine, âge, nationalité ou leurs opinions philosophiques et religieuses.

**Art. 9.... 4<sup>e</sup> alinéa.**

**Art. 11.** Le conseil d'administration peut confier telle partie de la gestion qu'il déterminera au secrétaire général ainsi qu'à un ou plusieurs agents de la confédération.

Dans l'exercice de sa mission de gestion journalière, le secrétaire général est assisté par un comité, lequel comprend le(s) coordinateur(s) engagé(s) ou mandatés par la confédération et nommé(s) par le conseil d'administration. Le comité peut en outre comprendre des administrateurs à désigner le cas échéant par le conseil d'administration. Le comité donne son avis sur toutes les questions qui lui sont soumises par le conseil d'administration ou par le président. Il est convoqué par le secrétaire général et se réunit sous sa direction chaque fois que l'intérêt de la confédération l'exige.

**Art. 15.** Chaque membre a le droit de déléguer à l'Assemblée générale plusieurs représentants, dont un chef de délégation disposant du droit de vote. Ces représentants sont tenus de produire une délégation écrite.

Pour les votes, il sera loisible aux membres de se faire représenter par le chef de délégation d'un autre membre.

Chaque chef de délégation ne peut représenter plus que deux membres respectivement disposer de deux voix de vote au plus.

Les propositions à soumettre à l'assemblée générale doivent être remises au conseil d'administration avant la date de l'assemblée.

L'assemblée est valablement constituée si la majorité absolue de ses membres est représentée.

Au cas où l'assemblée ne serait valablement constituée, une nouvelle assemblée est convoquée endéans les 15 jours. Celle-ci sera valablement constituée quel que soit le nombre des membres représentés, à l'exception des cas prévus par la loi.

Les décisions sont prises à la majorité des voix, à l'exception des cas prévus par la loi.

Référence de publication: 2013078373/50.

(130096644) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2013.

### **Quintiles Luxembourg S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 200.822.870,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 115.379.

In the year two thousand and thirteen, on the thirty day of May.

Before Maître Henri Hellinckx, civil law notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

Is held an extraordinary general meeting of the sole shareholder of Quintiles Luxembourg, a société à responsabilité limitée (private limited liability company) with a share capital of GBP 226,717,998, having its registered office at 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duchy of Luxembourg, and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg under number B 115.379 (the "Company").

There appeared:

Innovex Merger Corp., a company duly incorporated and validly existing under the laws of North Carolina, United States of America, having its principal office at 4820 Emperor Blvd, Durham, North Carolina 27703, United States of America, registered with the Secretary of State of North Carolina under number 0411153 (the "Sole Shareholder");

duly represented by Mr. Regis Galiotto, residing professionally in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney.

The said power of attorney, initialled ne varietur by the appearing party and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The 100 shares representing the whole share capital of the Company are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the Sole Shareholder has been duly informed.

The Sole Shareholder through its proxy holder requests the notary to enact that the agenda of the meeting is the following:

#### *Agenda*

1. Decision to dissolve the Company and to put the Company into liquidation;
2. Granting of full discharge to the managers of the Company for the performance of their duties under their mandates;
3. Appointment of the sole shareholder of the Company as liquidator;
4. Decision to grant the liquidator with the broadest powers to carry out the liquidation and perform all operations in accordance with articles 144 and seq. of the law of August 10<sup>th</sup>, 1915 concerning commercial companies, as amended from time to time, without any prior specific authorization of the sole shareholder; and
5. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the Sole Shareholder, the following resolutions have been taken:

#### *First resolution*

It is resolved to dissolve the Company with immediate effect and to put the Company into liquidation.

#### *Second resolution*

It is resolved to give full discharge to the managers of the Company for the performance of their duties under their mandates that expire today.

#### *Third resolution*

It is resolved to appoint Innovex Merger Corp. as liquidator.



#### Fourth resolution

It is resolved to grant the liquidator with the broadest powers to carry out the liquidation and perform all operations in accordance with articles 144 and seq. of the law of August 10<sup>th</sup>, 1915 concerning commercial companies, as amended from time to time, without any prior specific authorization of the Sole Shareholder and under its sole signature, which will validly bind the Company, notably borrow money to pay the debts of the Company, mortgage and pledge the assets of the Company and dispose of the properties of the Company.

The liquidator is dispensed to draw up an inventory and it may refer to the books of the Company.

#### Costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with the present deed, have been estimated at about one thousand five hundred Euros (1,500.- Euro).

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the attorney of the persons appearing, he signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons through their attorney, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing persons and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mil treize, le trentième jour de mai.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

Se réunit une assemblée générale extraordinaire de l'associé unique de la société Quintiles Luxembourg, une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de GBP 226,717,998 et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 115.379 (la «Société»).

#### A comparu:

Innovex Merger Corp., une société de droit de l'état de Caroline du Nord, Etats Unis d'Amérique, ayant son siège à 4820 Emperor Blvd, Durham, North Carolina 27703, Etats Unis d'Amérique et immatriculée auprès du "Secretary of State" de Caroline du Nord sous le numéro 0411153 Associé Unique»),

ici représenté par M. Régis Galiotto, résidant professionnellement à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec ce dernier.

Les 100 parts sociales, représentant l'intégralité du capital social de la Société, sont représentées, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont l'Associé Unique a été préalablement informé.

L'Associé Unique représenté par son mandataire prie le notaire d'acter que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

#### *Ordre du jour:*

1. Décision de dissoudre la Société et de mettre la Société en liquidation;
2. Décharge donnée aux gérants de la Société pour l'exercice de leurs fonctions;
3. Nomination en qualité de liquidateur de l'associé unique de la Société;
4. Décision d'accorder au liquidateur les pouvoirs les plus étendus pour procéder à la liquidation et effectuer toutes opérations conformément aux articles 144 et suivants de la loi sur les sociétés commerciales du 10 août 1915, telle que modifiée, sans autorisation préalable de l'associé unique; et
5. Divers.

Après que l'agenda a été approuvé par l'Associé Unique, les résolutions suivantes ont été prises:

#### *Première résolution*

Il est décidé de dissoudre la Société avec effet immédiat et de mettre la Société en Liquidation.

#### *Deuxième résolution*

Il est décidé d'accorder décharge pleine et entière aux gérants de la Société pour l'exercice de leurs mandats qui prennent fin ce jour.

*Troisième résolution*

Il est décidé de nommer Innovex Merger Corp. en qualité de liquidateur.

*Quatrième résolution*

Il est décidé d'accorder au liquidateur les pouvoirs les plus étendus en vue de procéder à la liquidation et d'effectuer toutes opérations conformément aux articles 144 et suivants de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales du 10 août 1915 telle que modifiée, sans autorisation préalable spécifique de l'Associé Unique et sous sa seule signature, qui liera valablement la Société, notamment emprunter pour payer les dettes sociales, hypothéquer les biens de la Société ou les donner en gage et aliéner les immeubles de la Société.

Le liquidateur est dispensé d'établir un inventaire et peut se référer aux livres de la Société.

*Estimation des frais*

Le montant des frais, dépenses, honoraires ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui doivent être mis à sa charge en raison du présent acte, s'élève à environ mille cinq cents Euros (1.500.- Euros).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, le jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire des parties comparantes, il a signé avec nous, notaire, le présent acte.

Le notaire instrumentant qui comprend et parle anglais acte par la présente qu'à la demande des comparantes représentées par leur mandataire, le présent acte est rédigé en anglais suivi par une traduction française. A la demande des mêmes personnes et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 7 juin 2013. Relation: LAC/2013/26024. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Releveur ff. (signé): C. FRISING.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 juin 2013.

Référence de publication: 2013077403/118.

(130094805) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juin 2013.

---

**Prunelle S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1258 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 163.331.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013078906/9.

(130096661) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2013.

---

**Sodecom Holding S.A., Société Anonyme Soparfi.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 33.723.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013078999/9.

(130096658) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2013.

---

**Softimat Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8303 Capellen, 77-79, Parc d'activités de Capellen.

R.C.S. Luxembourg B 41.226.

Les comptes annuels au 31/12/12 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013079000/9.

(130096909) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2013.

---